

SAGUENAYENSIA

La revue d'histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Volume 39, No 4
octobre - décembre 1997



Merci à nos généreux donateurs

Membres honoraires

Mgr Jean-Guy Couture
 Mgr Marius Paré
 Mgr René Bélanger
 M. Robert Bergeron
 M^c Marcel Claveau
 Société d'électrolyse et de chimie
 Alcan Ltée

Membres à vie (500\$ et plus)

M. Jean-Maurice Coulombe
 M. Maurice Ouellette
 M. Paul-André Bergeron, C.A.
 M. Georges-H. Perron
 M. Gérard Gaudreault
 M. Rosario Desbiens
 M. Roger Larouche
 M. Paul-E. Lemieux
 Mme Gertrude Tremblay
 Dr Jean-Charles Claveau
 M. René Tremblay
 M. Réal Lévesque
 M. Jean-Hugues Tremblay
 Mme Annette S. Fortin
 M^c Claude Gauthier
 Scierie Saguenay
 M. Bernard Pelletier
 M. Patrick Lapointe
 M. Paul Murdock
 M. Gilles Rinfret
 M. Gérard Tremblay
 M. Roger Larouche
 Abbé Jean-Paul Vincent
 Dr Richard Harvey
 M. Desmond Hudson

Membres corporatifs (1 000\$ et plus)

Société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltée (1985)
 Ville de Jonquière (1986)
 Raymond, Chabot, Martin, Paré et Associés (1986)
 Fédération des caisses populaires Desjardins-Métabetchouan (1987)
 Commission scolaire de Chicoutimi (1986)
 Ville de Saint-Félicien (1987)
 Entreprise d'électricité Grimard Inc. (1988)
 Caisse populaire de Kénogami (1988)
 Fondation Thomas-Léon Tremblay (1989)
 Raoul Blackburn Ltée (1971) (1989)
 Ville de Roberval (1989)
 Ville de Dolbeau (1989)
 M. Jean-Paul Tremblay (1989)
 Les Augustines de la Miséricorde de Jésus-Jonquière (1989)
 Ville de La Baie (1990)
 M. Gilles Tremblay (Syndic) (1990)
 M. Gilbert Gravel (1990)
 M. Jacques Tardif (1992)
 Fondation Mathew Ralph Kane (1992)
 Fondation Asselin (1993)
 Compagnie Impériale Esso (1993)
 Ville de Chicoutimi (1993)
 Le Groupe Riverin (1993)
 Monastère des Augustines de la Miséricorde de Jésus (1994)
Hommage à nos bâtisseurs (1997)

Membres bienfaiteurs (50\$ à 499\$)

M. Benoît Dumont	M. Jacques Coutru
Mme Michelle Harvey	M. C. A. Gauthier
Mme Marcelle Pannunzio	M. Louis Gauthier
Dr Jean Mathieu	M. Alayn-C. Larouche
Dr Yves Savard	Dr Louis Bélanger
Dr François Tremblay	Mme Jeannine Dufour Boucher
Mme Rachel Bergeron	M. Jean-Marc Patoine
Mme Laurette Angers	Mme Antoinette Brassard
M. Aimé Gagné	
M. Rémy Roussel	
Mme Marie Dharmalingan	
M. Jean Lacasse	
M. Joseph-Albert Perron	

Membres de soutien (25\$ à 49\$)

Mme Olivette Babin
 M. Raoul Bastarache
 M. me Jacqueline Beaulieu
 M. Paul-A. Beaulieu
 M. Charles-Henri Bergeron
 M. Claude Bergeron
 M. Gaston Blackburn, ptre
 M. Ulric Blackburn
 M. Paul-Émile Carrier
 M. Roger Côté
 Mme Marthe Delisle
 Mme Jacqueline Laprise-Demers
 M. Thomas Donohue
 R. P. Albert Dumont
 M. Olivier Fillion
 M. Jacques Fortin
 Dr Armand Gagnon

M. Jacques Gagnon
 M. Jean Gagnon, C.A.
 Dr Maurice Gagnon
 M. Victor Gagnon
 M. Antonio Gauthier
 M. François Gilbert
 M. Laurent Gobeil
 M. Fernand Gravel
 M. Joseph Gravel
 Mme Jeanne B. Grenon
 M. Julien Grenon
 M. Charles Jalbert
 M. Jacques Lambert
 M. Benoît Larouche
 Mme Rose-Marie Lavoie
 M. Marcel LeBlanc
 M. Raymond Lemieux
 M. Camille Lévesque, ptre
 M. Alyre Martin

Mme Élizabéth Murdock
 Dr Alyre Picard
 M. Claude Potvin
 Dr Claire Saint-Pierre
 Mme Hélène Savard-Jacob
 M. Laurent-Yves Simard
 M. Robert Simard, ptre
 Mme Geneviève Talbot
 M. André-Gilles Tremblay
 Mme Lise Tremblay
 Mme Pierrette Vézina
 M. Gérard Villeneuve
 M. Raymond Labbé
 M. Pierre de Champlain
 Srs Augustines de la Miséricorde (Rob.)
 Mme Jeannine Tardif-Hébert
 M. Fernand Gagnon
 Mme Andrée Boily

La Société historique du Saguenay tient également à remercier ceux et celles qui donnent des montants moindres. Cependant, lorsque ces montants sont de 15\$ ou 20\$, nous fournissons un reçu pour usage fiscal.

Saguenayensia

PUBLIÉE PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU SAGUENAY

Fondée en 1959 par Mgr Victor Tremblay
Volume 39, numéro 4, octobre - décembre 1997

Sommaire

- 2 **Éditorial**
- 3 **Les églises de Jonquière**
par Lucie K. Morisset et Luc Noppen
- 17 **La communauté anglophone d'Arvida dans les années 1960: une histoire qui fait maintenant partie de celle de Jonquière**
par Pierre Laroche
- 27 **Le Patro de Jonquière a 50 ans**
par Serge Boire
- 29 **Il s'en est fallu de peu...**
par Aimé Gagné
- 33 **Alcan et Jonquière**
par Stéphane Girard

Chroniques:

- 36 **À travers les archives**
- 38 **Comptes rendus**
- 40 **En bref**
- 41 **Sites et monuments de la Sagamie**

Ce numéro a été produit sous la responsabilité de Sylvain Gaudreault

La Fondation Monseigneur-Victor-Tremblay Inc. Conseil d'administration

M^c Marcel CLAVEAU, président
M. Gilbert GRAVEL, 1^{er} vice-président
M. Eddy LALANCETTE, 2^e vice-président
M. Charles TREMBLAY, trésorier
M. Roland BÉLANGER, secrétaire
M. Pierre BERGERON, directeur

M. Jean-Claude BEAULIEU, directeur
M. Jean GAGNON, directeur
M. Jean LAFLAMME, directeur
M. Benoît LALANCETTE, directeur
M. Paul-E. LEMIEUX, directeur
M. Georges-Henri PERRON, directeur

La revue *Saguenayensia* est publiée trimestriellement par la Société historique du Saguenay, 930 Jacques-Cartier Est, C.P. 456, Chicoutimi, G7H 5C8. Tél.: 549-2805. Les avis de changement d'adresse, les exemplaires non distribués et les demandes d'abonnement doivent parvenir à l'adresse mentionnée ci-dessus. Port de retour garanti. Envoi de publication—Enregistrement no 0849.

La revue *Saguenayensia* est répertoriée dans la *Revue d'Histoire de l'Amérique Française* et dans *Canadian Historical Review*.

La direction de *Saguenayensia* laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leur texte. Les articles parus dans *Saguenayensia* ne peuvent être reproduits, traduits ou adaptés sans l'autorisation écrite de l'auteur ou de la Société historique du Saguenay. La Société historique du Saguenay est membre de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec.

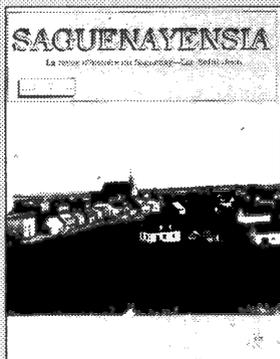
La revue *Saguenayensia* est subventionnée par la Société d'archives Sagamie inc.

Dépôt légal:
4^e trimestre 1997
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN0581-295X

Tarif d'abonnement:
Canada: 25\$
Autres Pays: 30\$
Le numéro: 6,25\$

Couverture: Le village de Jonquière en 1892. À noter la première église Saint-Dominique.

Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 1219.



Comité de l'édition

Directeur:

Jean-François Hébert

Secrétaire:

Évode Pelletier

Membres:

Roland Bélanger, Louise Bouchard, Dany Côté, Jérôme Gagnon, Sylvain Gaudreault, Erik Langevin, Jean-François Moreau, Élizabéth Patry

Révision des textes et épreuves:

Roland Bélanger, Jean-François Hébert, René Laberge, Raymond Lemieux, Guy Tremblay

Conception graphique et montage:

Jean-François Hébert

Conseiller en communication:

Jean Laflamme

Impression:

Imprimerie Commerciale

La Société historique du Saguenay

Conseil d'administration:

M. Paul-E. Lemieux, président
M. Réal Lévesque, 1^{er} vice-président
M. Alex Tremblay, 2^e vice-président
M. Jacques Chouinard, C.A., trésorier
M. Rosaire Villeneuve, secrétaire
Mme Louise Bouchard, directrice
Mme Mimi Constance Couture, directrice
M. Gaston Allard, directeur
M. Val Rasmussen, directeur
M. Roland Tremblay, directeur

Conseillers:

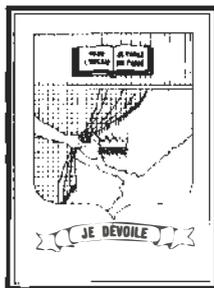
Dolbeau: M. Joseph-A. Perron
Hébertville: Mme Annette Fortin
Métabetchouan: M. Denis Marcoux
Normandin: M. Gérald Bélanger
Roberval: M. Gérard Guay
Saint-Félicien: Mme Gemma Lepage
Shipshaw: M. J.-M. Coulombe

Archiviste:

Roland Bélanger

Personnel bénévole:

M. Albert Larouche, M. Léon Gamache



Éditorial

La revue *Saguenayensia* ne peut passer sous silence le 150^e anniversaire des premiers établissements de colonisation à Jonquière. Selon les membres du comité de l'édition de la revue, la meilleure façon de souligner cet événement consistait à consacrer un numéro à l'histoire de la ville de Jonquière.

Il est bien entendu que *Saguenayensia* ne cherche pas à retracer l'ensemble de l'histoire de Jonquière. D'autres historiens s'en sont chargés et cela n'est pas du ressort de la revue.

Le comité de l'édition a plutôt choisi d'approfondir certains aspects particuliers de l'histoire de la municipalité. C'est ainsi que les pages qui suivent contiennent des articles dont l'objectif est de faire connaître des éléments parfois méconnus du passé jonquérois, mais qui, pourtant, ont façonné le milieu et continuent encore d'influencer le développement de la ville.

Le comité de l'édition a donc cru bon de publier deux articles concernant l'Alcan. L'impact de cette entreprise, tant pour Jonquière que pour l'ensemble du Saguenay—Lac-Saint-Jean, est trop important pour ne pas en tenir compte. Dans le même esprit, nous croyons que la revue aurait failli à sa tâche s'il n'avait pas été question, en ses pages, d'un article sur la présence de la communauté anglophone. Comme c'est le cas également pour l'Alcan, la communauté anglophone est l'un des éléments qui caractérise Jonquière de façon particulière par rapport au reste de la région.

Ce numéro contient aussi un article sur le Patro de Jonquière qui, en passant, fête cette année son 50^e anniversaire. Nous nous sommes fait un devoir de traiter de cette véritable institution jonquéroise qui a contribué à la formation de tant de jeunes.

Le comité de l'édition de *Saguenayensia* est très préoccupé par la conservation du patrimoine architectural de la région. Dans le cas de Jonquière, c'est inévitablement la richesse de l'architecture religieuse qui retient l'attention. Nous avons pu compter sur la précieuse participation de M. Luc Noppen, professeur à l'Université Laval, et de Mme Lucie K. Morisset, professeure à l'UQAM, pour tracer le portrait de l'architecture religieuse sur le territoire de Jonquière et, par le fait même, contribuer à la conscientisation sur l'importance de mettre en valeur le patrimoine bâti. Sur ce point, le traitement réservé à certains édifices à Jonquière soulève encore des inquiétudes.

Enfin, le comité de l'édition croit, comme toujours, que si ce numéro réussit à renseigner les lecteurs sur des facettes de l'histoire régionale, il aura rempli son mandat, soit celui de faire oeuvre d'éducation.

Sylvain Gaudreault
responsable du numéro sur Jonquière

Les églises de Jonquière*

par

Lucie K. Morisset,

professeure au Département d'études urbaines et touristiques, UQAM,

et

Luc Noppen,

professeur à l'École d'architecture, Université Laval;

chercheurs au CELAT, Université Laval

Le territoire de la ville de Jonquière recèle un éventail étonnant de lieux de culte. Étonnant, parce que la plupart des églises jonquiéroises — on compte en fait une vingtaine d'églises et de chapelles — sont dignes d'intérêt au regard de l'histoire de l'architecture. Quelques-unes, datant du début du siècle, ont déjà été consacrées par le temps; d'autres sont des œuvres originales du Québec de la Révolution tranquille, et ont d'ailleurs, à ce titre, attiré l'attention sur le Saguenay—Lac-Saint-Jean qui s'enorgueillissait de leur construction, dans les années 1960. Éloquente à plusieurs égards de l'histoire jonquiéroise, la somme de ces églises fonde aussi le capital culturel de la ville, puisque son intérêt transcende les frontières: c'est telle une véritable destination touristique, en effet, que Jonquière se révèle un lieu privilégié d'observation de l'architecture religieuse du Québec du XXe siècle.

Saint-Dominique, l'église-mère

L'histoire de l'architecture religieuse à Jonquière commence en 1876, avec la construction d'une première église en pierre dans la paroisse, érigée six ans plus tôt. Ce bâtiment, construction dont le

haut clocher n'avait été complété que quelques années plus tard, est aujourd'hui disparu; il était assez semblable à l'église Saint-Alphonse, à Ville La Baie (Bagotville), et à l'église Notre-Dame de Laterrière.



L'église Saint-Dominique.

Source: Ville de Jonquière, photo de Paul Laliberté.

C'est en 1912 que s'amorce la construction de l'église actuelle, sous la direction de l'architecte René-P. Lemay (1870-1915), de Québec. La décision de remplacer le premier temple par une église plus vaste répondait à la croissance de la ville et à la prospérité économique de son industrie, particulièrement de la Pulperie de Jonquière, grandissante depuis son acquisition par William Price; la fierté des quelque 3 600 Jonquiérois ne pouvait certes rester indifférente au projet de reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi (qui ne sera mis en chantier qu'en 1915) et à l'apparition d'autres églises monumentales, qui se multipliaient au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Parmi celles-là, l'église de la paroisse Sacré-Cœur à Chicoutimi (1903) et celle de Saint-Joseph d'Alma (1907) avaient établi dans la région la réputation de l'architecte René-P. Lemay, et son savoir-faire en matière d'architecture religieuse.

Avant Chicoutimi donc, Jonquière s'enorgueillit d'une église ayant apparence de «cathédrale». Le vaste bâtiment est paré d'une robe de granit sombre de Rivière-à-Pierre, contre laquelle se découpent les insertions de calcaire clair, autour des

ouvertures; il est long de 60 mètres et large de vingt-sept. Du haut de ses 12 mètres, l'église domine la vallée de la rivière aux Sables; sa façade, avec ses deux tours, ses trois portails en avancée et son fenêtrage rappelant une rose, n'est pas sans évoquer l'architecture des grands temples du Moyen Âge français. Comme ceux-là, Saint-Dominique, d'ailleurs, s'orne de sculptures qui ponctuent sa façade: œuvre du célèbre statuaire de Sainte-Anne-de-Beaupré, Louis Jobin, elles représentent comme il se doit saint Dominique (dans la niche au sommet) et les quatre évangélistes (au-dessus des portails).

L'impression médiévale se poursuit à l'intérieur, où l'architecte, comme on le dit à l'époque, adopté un style «romano-byzantin». Apparu au Québec peu avant 1900, ce genre architectural entend évoquer les débuts de la chrétienté, en s'inspirant des espaces intérieurs des grandes basiliques qu'érigaient les empereurs

à Rome (IIIe-Ve siècles), caractérisés par d'amples voûtes hémisphériques de plan carré. Ces voûtes, reprises par les églises byzantines qui en ont perfectionné le modèle, ont continué de dominer les intérieurs ecclésiastiques en Occident, accompagnées d'un décor d'arcades, de colonnettes et de chapiteaux à partir de l'époque romane (Xe-XIIe siècles). C'est cette architecture jugée typiquement «chrétienne», mi-byzantine, mi-romane, que Saint-Dominique propose de représenter.

Mais il y a plus. À Jonquière, René-P. Lemay, certes adepte de l'architecture monumentale et des effets «romains», suit aussi la voie tracée par l'architecte Georges-Émile Tanguay. Celui-ci, d'abord à Saint-Ambroise de Loretteville (1891, détruite), puis à l'Immaculée-Conception, à Montréal (1896), avait introduit au Québec une version très pure et dépouillée de ce style romano-byzantin, qui avait été initialement remis à l'honneur par quelques architectes français, dans les années 1850. Au Québec, Saint-Dominique se démarque de la plupart des grandes églises de ce tout début de XXe siècle par sa sobriété et par la rigueur de sa composition que n'entache aucun excès ornemental.

Par sa monumentalité, et par la recherche dont témoigne sa composition, Saint-Dominique annonçait bien tôt les efforts de distinction et d'originalité, voire de nouveauté, qui seraient investis dans les églises de Jonquière. Que ces efforts se manifestent surtout dans les églises catholiques ne surprend guère: ce culte, de fait, se caractérisait notamment par l'apparat de son rite et par l'image de prestige et de grandeur qu'on attribuait à la monumentalité de ses églises. Il en allait tout autrement pour les

temples d'autres cultes auxquels ceux de l'Église catholique s'opposait. Et dès avant la Crise économique, Jonquière, tel un florilège, recelait trois de ceux-là.

Les temples protestants

Comme celui du reste du Québec, le paysage jonquérois est en effet aussi parsemé de quelques églises protestantes; on les croirait spontanément témoins de la présence, à Kénogami et à Arvida, d'une population anglophone associée à la gestion des grandes sociétés papetières et aluminières; ils sont aussi, et surtout, la marque d'une population multiethnique, important des États-Unis, certes, mais aussi des pays scandinaves, et de ceux de l'Europe de l'Est, l'expertise associée au fonctionnement des nouvelles technologies dont les industries jonquéroises ont souvent été les pionnières.

Le paysage de ces églises protestantes se distingue facilement, pour peu qu'on y prête attention: alors que les lieux de culte catholique se présentent comme de véritables monuments représentant l'Église officielle du Canada français, les lieux d'autres cultes sont logés dans des bâtiments plus petits et moins élaborés, qui s'alimentent encore aux traditions vernaculaires du XIXe siècle rural.

C'est le cas de la première église anglicane (à l'origine l'Église établie de l'Angleterre) de la ville, St. James the Apostle, que William Price fait ériger à Kénogami en 1912, au coin des rues Price et du Roi-Georges. Déménagée en 1987 dans le parc Ball, ancien terrain de jeu de balle, la petite église est en quelque sorte devenue le monument commémoratif du fondateur de la ville de Kénogami, puisqu'elle abrite aujourd'hui la salle d'exposition William-Price. Elle garde néanmoins les marques premières de sa destination originelle: sa fonction religieuse, en effet, n'était évoquée que très discrètement, par son pignon haut précédé d'un petit portique doublant la silhouette de la façade ainsi que par des fenêtres en lancette, dont le tracé est bien typique de l'architecture religieuse néogothique — jugée caractéristique, à l'époque, de l'architecture anglaise — même si le tout est réduit à l'essentiel, dans ce cas.



L'intérieur de l'église Saint-Dominique.
Source: Ville de Jonquière, photo de Paul Laliberté.



L'église St. Andrew.
Source: Photo de Luc Noppen.

Sur la rue du Roi-Georges, à la limite du «quartier des Anglais», l'église St. Andrew loge depuis 1926 la congrégation presbytérienne de Kénogami affiliée à l'Église Unie du Canada. Regroupés en 1921 par le révérend W. L. Tucker, les presbytériens (à l'origine les membres de l'Église établie d'Écosse) se réunissaient auparavant au Club House; c'est le révérend Harvey Campbell, premier pasteur presbytérien résident de Kénogami, qui eut l'idée d'acquérir une ancienne école de rang, érigée au site des écorceurs, non loin de la rivière Saguenay, de la déménager sur son emplacement actuel sur un terrain offert par la compagnie Price et d'y ajouter un chœur et deux portiques pour former, avec le clocheton, la figure de l'église actuelle.

Comparée à ces deux structures, la First United Church d'Arvida, érigée en 1926 au bout de la rue Moissan (coin La Traverse) avait un caractère beaucoup plus achevé. Érigée en bois mais lambrissée de brique, elle avait fière allure avec son portique, ses contreforts et son petit clocheton ajouré dominant le paysage pittoresque. Incendié en 1946, ce bâtiment annonçait, par son image soignée, l'attention qui serait portée à la construction de ses remplaçants: l'église St. George the Martyr et l'église Unie, qui lui succéderaient, toujours érigées de ce côté du

boulevard du Saguenay où se concentrait la population protestante.

C'est de l'autre côté du boulevard que, dès la fondation d'Arvida, la population catholique devait en majorité s'établir. C'est donc là, à quelques pas de la First United Church, qu'on entreprend de construire un temple catholique arvidien, Sainte-Thérèse; là, bien sûr, Jonquière retrouve la recherche monumentale initiée à Saint-Dominique, sinon dans les dimensions du lieu de culte, à tout le moins dans son intention d'une architecture de choix.

Les monuments beaux-arts

Sainte-Thérèse d'Arvida et Sainte-Famille de Kénogami sont deux grandes églises de Jonquière qui, chacune à leur manière, exposent le propos de l'architecture Beaux-Arts, c'est-à-dire l'esthétique classique telle qu'enseignée dans les sections d'architecture des écoles des beaux-arts dont les programmes de formation sont tous, au début du siècle, calqués sur ceux de l'École des beaux-arts de

Paris. Les architectes formés à cette enseigne maintiennent vivant l'héritage classique en utilisant le vocabulaire et les principes de composition en vigueur durant l'Antiquité et depuis la Renaissance, en élaborant toutefois des types architecturaux (gares, prisons, églises, etc.) adaptés aux besoins nouveaux et, surtout, en explorant — derrière une image conservatrice, symbole de pérennité — le potentiel technique du XXe siècle.

L'histoire de l'église de la paroisse Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus est une page importante de l'épopée qui a vu naître Arvida, ville nouvelle érigée en 135 jours à côté des monumentales usines de l'Alcan (l'Alcoa à l'époque). En mai 1926, un an après qu'ait été signé l'acte de naissance de ce qui allait devenir la capitale mondiale de l'aluminium, Mgr Labrecque, évêque de Chicoutimi, écrit à Harold R. Wake, gérant de la compagnie, pour lui signaler de prévoir la construction d'une église permanente à Arvida, le réfectoire affecté au service du culte convenant mal à cet usage. En réponse, il obtient un lot pour bâtir une église et un presbytère. Puis, constatant que les revenus des ouvriers, et leur statut de locataires des maisons de la compagnie, ne permettent pas d'espérer qu'ils



La First United Church of Arvida, avant 1950.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 2672.

puissent supporter la construction d'une église digne de la nouvelle ville, l'évêque réclame et obtient la garantie que l'Alcan contribuera financièrement au coût de la construction.

La paroisse et les dirigeants des Arvida Works, chargés de construire les usines et la ville, conviennent de retenir les services de l'architecte Alfred Lamontagne (1883-1967), de Chicoutimi; les plans définitifs sont soumis en avril 1927. Le 31 juillet suivant, le curé Joseph Lévesque annonce au prône:

«L'église sera construite presque entièrement à l'épreuve du feu, à l'exception du toit. Elle sera construite en acier, ciment et terra cotta et lambrissée à l'extérieur de belle brique brune. L'église aura 160 pieds de longueur sur 63 de largeur. Elle pourra contenir un millier de personnes. Le plan définitif peut s'élever à 125 000\$. C'est vous dire que nous ne terminerons pas l'église. Pour nous conformer aux désirs de la compagnie, nous terminerons l'extérieur; quant à l'intérieur il n'y aura aucune finition. Les travaux que nous allons faire vont probablement s'élever à 80 000\$. La compagnie d'aluminium va nous donner une somme de 40 000\$».

Mais lorsqu'il reçoit une première soumission s'élevant à 72 000\$, l'évêque, en dépit de son propre estimé, émet le souhait de la réduire à 60 000\$ et charge l'architecte Lamontagne d'exclure certains travaux du devis avant de conclure le contrat avec l'entrepreneur G.-C. Thiboutot, au mois d'août 1927. Les choses se compliquent lorsque, quelques jours après la signature du contrat, Y.-M. Guay, ingénieur-conseil de Montréal, intervient, proposant, pour que le bâtiment soit totalement à l'épreuve du feu, de couvrir celui-ci d'une voûte en béton. L'ingénieur estime le coût de ce changement à 2 000\$. Vraisemblablement appuyé par les ingénieurs des Arvida Works, qui utilisent de grandes quantités de béton sur le site de construction des usines et de la ville — la compagnie accepte d'ailleurs de payer le supplément — l'ingénieur montréalais va ainsi contribuer à faire de l'église Sainte-Thérèse un édifice



L'église Sainte-Thérèse pendant sa construction.
Source: Archives de la paroisse Sainte-Thérèse.

précurseur au Québec. Voyons comment.

À une époque où le feu fait des ravages considérables dans les édifices religieux (la cathédrale de Chicoutimi est détruite par le feu en 1919, alors que la basilique-cathédrale de Québec et la basilique de Sainte-Anne-de-Beaupré le sont toutes deux en 1922), la construction en béton apparaît comme une solution tout indiquée, surtout que les prix de l'acier sont fort élevés depuis la Première Guerre mondiale. En même temps à Montréal, Ernest Cormier, ingénieur diplômé de l'École polytechnique, mais aussi architecte formé à l'École des beaux-arts de Paris, promeut l'usage de ce matériau: la mise en forme qu'il en propose s'inspire du rationalisme classique français, profitant du potentiel tectonique du béton pour modeler une version modernisée de l'expression classique (simplification et géométrisation du décor architectural). Cormier s'applique en cette voie à la conception de plusieurs bâtiments institutionnels: ainsi, en 1923-1924, l'église Saint-Ambroise de Montréal s'élève comme une coque de béton, lambrissée de briques dans un deuxième temps.

En cours de construction, l'église Sainte-Thérèse d'Arvida finit donc par apparaître, tel un édifice industriel où des coffrages moulent une coque de béton posée sur pilotis. Hors de Montréal, c'est à coup sûr la première incursion d'une telle technique,

définitoire de l'architecture moderniste à l'europpéenne. Mais l'expérience a un prix: en février 1928, on découvre que le coût de l'audacieuse structure de béton a augmenté la facture de 18 440\$. Au bout du compte, avec quelques autres ajouts, le bâtiment en construction coûte 100 000\$, sans bancs, balustrade, autel ni éclairage.

Endettée et durement touchée par la Crise économique qui paralyse l'Alcan, la paroisse est forcée de célébrer les offices dans un édifice où le béton brut apparaît tel qu'il a été décoffré. L'architecture intérieure Beaux-Arts ne viendra que plus tard habiller ces parois: en 1948, après une visite de l'église de Normandin, les marguilliers invitent l'architecte montréalais Ludger Lemieux, qui vient d'y compléter un décor intérieur enlevant (disparu depuis) à soumettre des propositions pour le temple arvidien. Complétés deux ans plus tard, les travaux ont laissé l'église dans l'état qu'on lui connaît aujourd'hui, avec les remarquables vitraux dessinés par Guido Ninchéri, professeur à l'École des beaux-arts de Montréal.

Dès 1928, cependant, l'église de la paroisse Sainte-Thérèse, aussi novatrice qu'elle avait pu être, avait semble-t-il laissé le souvenir amer de coûts incontrôlés. Il n'est donc guère surprenant qu'à Kénogami, cette année-là, on ait esquissé pour l'église Sainte-Famille un destin tout autre. Là, une première église avait été construite en 1912, rue Cabot, pour desservir les

80 familles francophones et catholiques qui formaient le premier noyau de la petite ville née autour de l'usine des Price; seize ans plus tard, il va sans dire que celle-ci ne suffisait plus à desservir les 900 familles habitant la paroisse. Le curé Lapointe entreprend donc de faire édifier un temple digne de la prospérité désormais confirmée de la cité industrielle, et fait appel à la firme d'architectes les plus en vue du Saguenay, Lamontagne et Gravel, qui s'adjoignent les services du jeune architecte jonquiérois Sylvio Brassard (1898-1975). C'est alors que l'expérience coûteuse de Sainte-Thérèse d'Arvida convainc les autorités religieuses d'associer au projet une expertise de renom: l'architecte montréalais Jean-Omer Marchand, diplômé de l'École des beaux-arts de Paris, est chargé de réviser le projet et d'y donner son aval. Le choix de Marchand n'est pas innocent: la paroisse Sainte-Famille profite ainsi de la renommée et du savoir-faire de l'architecte Beaux-Arts le plus en vue du Québec de l'entre-deux-guerres.

À Kénogami, contrairement à ce qui s'était passé à Arvida, tous s'entendent pour que la composition architecturale l'emporte sur le renouveau technique, cause des problèmes financiers de Sainte-Thérèse. Mais il faut aussi dire que Jean-Omer Marchand est, à l'époque de la construction de l'église Sainte-Famille, le protégé du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau. C'est que celui-ci n'est pas que le fervent promoteur du développement économique du Saguenay—Lac-Saint-Jean (notamment via l'exploitation des ressources du bassin hydrographique); Taschereau mène aussi une ambitieuse politique de développement culturel, en vue de laquelle il utilise fréquemment les talents de l'architecte Marchand pour imposer au Québec une architecture d'État logée à l'enseigne de l'esthétique Beaux-Arts, dont Sainte-Famille, selon toute apparence, serait l'un des porte-étendards.

La nouvelle église, formée d'une nef principale et de deux bas-côtés sans transept, adopte rigoureusement un plan dit «basilical»: c'est dire qu'elle reprend l'articulation et le volume des premières basiliques paléochrétiennes, telles Sainte-Sabine ou Saint-Paul-



*L'église Sainte-Famille de Kénogami.
Source: Ville de Jonquière, photo de Paul Laliberté.*



*L'intérieur de l'église Sainte-Famille.
Source: Ville de Jonquière, photo de Paul Laliberté.*

Hors-les-Murs (Rome, Ve siècle), bâtiments qui ont établi le type architectural des églises de l'achrétienneté occidentale, après que l'exercice du culte chrétien ait été admis et reconnu par l'empereur Constantin, en l'an 313 après Jésus-Christ. Comme Saint-Paul-Hors-les-Murs, l'église Sainte-Famille voit ses bas-côtés séparés de la nef principale par une colonnade à entablement; comme les premières basiliques paléochrétiennes aussi, Sainte-Famille se termine par un chevet en hémicycle, et la couleur rougeâtre

de son granit n'est pas sans rappeler celle des premiers temples chrétiens, cependant érigés en brique. Son portique, de ce point de vue, est particulièrement intéressant: il évoque clairement le péristyle qui, dans les basiliques romaines et paléochrétiennes, recevait les non-baptisés exclus de la nef de l'église. Mais les premières églises romaines n'ont pas, en façade, ces tours particulièrement importantes pour les églises québécoises: pour l'architecte, qui entendait respecter cette «image de



*L'église Saint-Laurent.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 2027.*

cathédrale» issue de l'univers formel médiéval, il importait toutefois de ne pas rompre l'harmonie classique de la composition. Au lieu des hautes flèches de Saint-Dominique, donc, les tours sont coiffées de clochers bas qui ne dénaturent pas l'équilibre horizontal, caractéristique de l'idéal classique et qui domine dans le bâtiment.

Le choix d'emprunter ainsi le plan au sol, les élévations et les principes de composition aux premiers temples chrétiens appartient incontestablement aux idéaux de l'architecture Beaux-Arts, férue de classicisme. Pour les architectes formés à l'École des beaux-arts, l'archétype de la basilique paléochrétienne, premier lieu de rassemblement des chrétiens libres de célébrer leur foi en public, constituait en effet le modèle par excellence pour une église catholique prétendant s'inscrire dans la continuité de la tradition établie par les premiers disciples du Christ. À cet égard, l'intervention de Jean-Omer Marchand s'avérait garante de l'orthodoxie et de la rigueur de la composition de l'église Sainte-Famille. Il n'est donc guère étonnant que, particulièrement achevée sur le plan formel, l'église de Kénogami soit l'un des monuments importants de l'époque Beaux-arts de l'architecture religieuse du Québec au sein de laquelle des compositions aussi pures, inspirées des basiliques paléochrétiennes, sont rares.

L'église de Sainte-Famille, ainsi tout autant remarquable que l'avaient été ses prédécesseurs de Saint-Dominique et de Sainte-Thérèse, marquait cependant la fin de cet épisode des églises catholiques monumentales, à Jonquière et dans l'ensemble du Québec. La Crise économique, puis la volonté de modernisation de l'Église militeraient bientôt en faveur d'autres genres architecturaux, qui transformeraient l'histoire de l'architecture religieuse. En cette voie Jonquière, très

rapidement, a emboîté le pas aux courants occidentaux qui s'y sont matérialisés, à plusieurs reprises et sous diverses formes.

Du rationalisme au traditionalisme

Dès la fin des années 1930, les églises nouvelles de Jonquière, épousant le renouveau de l'architecture religieuse, annoncent la modernité qui s'emparera des paysages de la ville, quand l'économie locale, propulsée notamment par l'aluminerie d'Alcan, atteindra une prospérité inégalée, au lendemain de la Seconde Guerre. Du rationalisme, préconisant une forme architecturale sans artifices, strictement liée à la nature des matériaux mis en œuvre, jusqu'au traditionalisme en quête d'une expression «typiquement canadienne-française», on trouve à Jonquière des hauts lieux de l'histoire de l'architecture du Québec de Duplessis, et du Québec qui s'ouvre lentement sur le monde, dans sa marche vers la Révolution tranquille.

La première des églises succédant à la Crise est construite en 1938, à mi-chemin entre les noyaux originels de Jonquière et de Kénogami, comme pour témoigner de l'expansion commune des deux établissements: c'est l'église Saint-Laurent, œuvre des architectes Lamontagne et Gravel qui avaient alors, à toutes fins utiles, pris



*L'église Saint-Laurent après les rénovations.
Source: Photo de Luc Noppen.*



L'église Saint-Jacques d'Arvida.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 2670.

en charge l'architecture institutionnelle à Jonquière. Alfred Lamontagne et Armand Gravel (1895-1980) se sont, pour l'occasion, associés au jeune et brillant architecte Léonce Desgagné (1908-1979), qui vient d'être couronné meilleur finissant des écoles d'architecture canadiennes. Desgagné, qui a complété son apprentissage dans le bureau chicoutimien de Lamontagne et Gravel, est aussi un proche du moine bénédictin Paul Bellot, l'un des chefs de file, en France puis au Québec, du renouveau de l'architecture religieuse. C'est dire que Desgagné, comme Dom Bellot, est à la recherche d'une nouvelle symbolique de l'art chrétien, plus moderne et plus conséquente, aussi, de l'amoindrissement des ressources financières allouées à la construction d'églises, depuis la Crise.

À Jonquière, en 1938, l'église Saint-Laurent innove. Elle s'inscrit dans la foulée de ces véritables manifestes qu'ont été, notamment, l'église Notre-Dame-de-Grâce à Québec (1924, Jean-Thomas Nadeau et Gérard Morisset, architectes) et l'église Sainte-Thérèse de Beauport (1936, œuvre d'Adrien Dufresne, élève de Dom Bellot); dans le Québec de l'entre-deux-guerres, l'un comme l'autre de ces monuments avaient en effet prouvé que la modestie des moyens n'était pas incompatible, bien au contraire, avec la manifestation de la foi chrétienne. C'est dans cet esprit que l'église Saint-Laurent de Jonquière s'érige en véritable critique de l'église Sainte-Famille, conçue dix ans plus tôt dans le bureau des mêmes Lamontagne et Gravel.

D'emblée, Saint-Laurent apparaît beaucoup plus petite: longue de 33 mètres et large de 17, elle pourrait être contenue trois fois à l'intérieur de l'église Sainte-Famille. C'est que l'expérience difficile de quelques églises monumentales dont on n'a pu construire que le soubassement, en attente des moyens nécessaires à la construction de «l'église haute», a milité en faveur d'une approche plus réaliste de tels projets; aussi l'église Saint-Laurent fait-elle usage de matériaux plus sobres, telle la brique parant ses façades, au lieu de la coûteuse pierre préconisée par l'architecture Beaux-Arts de Sainte-Famille.

Mais l'église Saint-Laurent est bien plus qu'une réduction: comme le

propose le mouvement Art Sacré, à l'origine de ce renouveau de l'architecture dont Dom Bellot était l'un des porteurs, elle témoigne aussi de la recherche d'un vocabulaire nouveau, qui inscrirait l'architecture des églises dans la modernité formelle et constructive qui se fait jour, depuis la Première Guerre. En cette voie, le jeune Desgagné se montre bien au fait des tendances de l'architecture de son temps: en effet, au lieu de la polychromie typique du travail «dom bellotiste», dont il fera plutôt usage en 1942 à la chapelle de l'Hôtel-Dieu de Chicoutimi, Desgagné opte en faveur de la sobriété des matériaux, recherchant dans la géométrie, plutôt que dans la couleur, l'expression de la modernité du nouveau bâtiment. En même temps que la brique «terracotta» la plus commune — quoique soigneusement cuite — constitue l'essentiel de la couleur et de la texture du bâtiment, ce sont ainsi des détails de construction, tels les remplages en béton des longues fenêtres en façade, qui affirment clairement la nouveauté de l'église. Là, plus aucune trace ne subsiste du décor historique — colonnes, chapiteaux, etc. — qui prévalait à Sainte-Famille; à la manière dont les Auguste Perret, Karl Moser et autres Européens ont «modelé» la modernité, ce sont les découpages des volumes (tour / nef / bas-côtés),



*L'église de l'Arvida First United Church.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 3739.*

simplement soulignés, qui caractérisent l'apparence de l'église, ainsi que la géométrie très pure des abat-son, du toit et du tambour ajouré du clocher. Le tout rejette sans conteste toute l'ornementation Beaux-Arts, jugée peu conséquente des techniques de

construction moderne; c'est ce genre d'épuration géométrique, après avoir été exploré en Europe — où on en vint à simplement laisser comme telles les formes coffrées en béton — qui inspira les silhouettes plus «rigides» d'un grand nombre des bâtiments des années 1950: l'église Sainte-Cécile de Kénogami, toute en volumes cubiques, ou l'église Saint-Nom-de-Jésus à la rivière du Moulin (Chicoutimi), que Desgagné signe en 1950, en sont les descendantes.



*L'église anglicane St. George the Martyr.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 3738.*

L'église Saint-Laurent, assez malheureusement, a été agrandie en 1950 par l'adjonction d'un avant-corps alourdissant considérablement la silhouette de l'édifice. Œuvre de l'architecte jonquiérois Sylvio Brassard, l'intervention — on en distingue le résultat aux tonalités différentes de la brique — a aussi eu pour effet néfaste de masquer le jeu ornemental des matériaux (béton / brique) proposé en 1938 par Desgagné; et quoique le nouvel avant-corps reprenne cette idée des remplages de béton, par exemple, l'ensemble adjoint se distingue surtout par une recherche de monumentalité (grand escalier, portail) peu cohérente avec l'effet de la brique, et un travail décoratif (appliques de béton en façade)

substituant, à l'œuvre rationaliste, la dérive formelle qui s'emparerait des églises de Jonquière, dans les années 1950. En 1958, l'église Saint-Georges, aussi œuvre de Brassard, serait du même esprit.

En 1938, toutefois, l'église Saint-Laurent annonçait les belles heures de la modernité à Jonquière, et d'autres églises viendraient confirmer cet élan. La seconde des églises marquantes de cette période, l'église Saint-Jacques, est construite à partir de 1948, et est, comme l'église Saint-Laurent, l'œuvre de l'architecte Léonce Desgagné. Celui-ci, en 1944, s'est associé à Paul Boileau; à Jonquière, pour l'occasion de cette construction, Desgagné et Boileau se sont vu proposer les services de l'architecte montréalais Harold Lea Fetherstonhaugh (1887-1971), qui préside alors la Commission d'urbanisme d'Arvida et qui, à ce titre, surveille attentivement la qualité formelle de toute architecture s'ajoutant au paysage soigné de la ville de compagnie. Saint-Jacques, témoin probant de la diversité des églises jonquiéroises et de la richesse du contexte formel de l'époque, est aussi fort éloquent de la polyvalence de Léonce Desgagné, qui délaisse ici le rationalisme en faveur d'un «traditionalisme» devant symboliser la nature de l'Église canadienne-française.

L'église elle-même suffit à expliquer ceci: à sa façade, on se croirait devant une église québécoise du début du XIXe siècle. Le plan en croix latine, comme celui des églises traditionnelles, la façade en mur-pignon, le parement de gros moellons de pierre calcaire, de couleurs différentes, la toute petite rose, au-dessus du portail, laissant croire à des techniques de construction ne permettant pas de plus grandes ouvertures, de même que le presbytère, prenant apparence de «maison canadienne» (haut toit à deux versants, lucarnes, avant-toit incurvé) ont été soigneusement dessinés dans cet objectif «d'évocation». C'est que l'église Saint-Jacques s'inscrit dans un contexte bien précis: à Arvida, depuis quelque temps déjà, la compagnie Alcan a investi des efforts considérables dans l'apparence de la ville, qu'elle utilise comme image de marque de ses réalisations. L'effort de guerre, qui a considérablement accru

l'importance de l'entreprise, n'est bien sûr pas étranger à toutes les nouvelles constructions arvidiennes, qui, si elles servent à loger le nombre croissant d'employés de l'industrie, ajoutent surtout au palmarès paysager de la ville de compagnie: en bref, chaque nouvelle construction est méticuleusement conçue afin de laisser une empreinte dans l'histoire de l'architecture canadienne. La toiture en aluminium de l'église signale d'ailleurs, bien que discrètement, cette présence de la compagnie dans la course arvidienne à la modernité.

Car, de fait, l'église Saint-Jacques est aussi bien moderne. Les architectes, comme on l'écrit à l'époque, ont «voulu faire vrai»; c'est ce qui explique que Desgagné, comme le proposait Dom Bellot, choisit une pierre extraite des carrières de Chicoutimi-Nord (matériau local qui, forcément, s'harmonisera au paysage en place); semblablement, il laisse apparente — à l'intérieur, à tout le moins — la structure de béton de l'édifice, qu'il ne masque d'aucun ornement. Mais Desgagné, comme l'écrivait Dom Bellot, «place le renouveau architectural sur son vrai terrain, et sait du passé conclure aux sentiers à suivre pour retrouver un art en [son] pays»; l'église Saint-Jacques, surtout, est moderne dans son choix de réinterpréter des églises jugées «traditionnelles» du Québec, afin de doter l'institution ecclésiale, gardienne de la tradition, d'un édifice correspondant à son image, celle du XIXe siècle canadien-français dont elle se proposait de perpétuer la mémoire. Dans cette recherche, Desgagné a, à n'en pas douter, été assisté par l'architecte Fetherstonhaugh; celui-ci, entre autres, auteur du Manoir du Saguenay, était en effet l'un des chefs de file de cette tendance architecturale dite «régionaliste» cherchant à consacrer, en chaque région et en chaque pays, la «couleur locale» des paysages nationaux. C'est ce qui



L'église Sainte-Cécile.
Source: Photo de Luc Noppen.

explique que le projet initial de Desgagné, qui prévoyait une église plus «dom bellotiste» où certains motifs géométrisés (tambour du clocher, rose) rappelaient le modernisme des années 1930, ait été révisé en faveur de ce projet d'une église évoquant sans compromis la tradition en architecture religieuse québécoise. En cette voie, l'église Saint-Jacques, telle qu'elle fut réalisée et telle qu'elle est fort bien conservée, aujourd'hui, est l'un des monuments importants de l'architecture de cette tendance au Québec; en 1949, l'église Saint-Édouard de Péribonka, œuvre de la firme Desgagné et Boileau, est sans doute le second de ces monuments.

C'est Harold Lea Fetherstonhaugh, avec ses associés Durnford, Bolton et Chadwick, qui signe ensuite les plans de l'église St. George et de la Arvida First United Church, toujours dans cette ville de compagnie en quête de monuments distinctifs. L'ensemble, bien sûr, se détache de la tradition des églises monumentales qui inspirait l'église catholique de Saint-Jacques, pour se rapprocher davantage de



L'église Saint-Georges.
Source: Ville de Jonquière, photo de Paul Laliberté.

l'architecture sobre et épurée des temples protestants et, particulièrement, de ceux de l'église Unie; les deux églises, toutefois, affichent clairement la réinterprétation de la tradition dont elles sont les porteuses, tant dans leur silhouette dépouillée, dans leurs parements de brique harmonisés aux hauts toits sombres, que dans quelques détails faisant clin d'œil à la tradition: les trois fenêtres en échelon de l'église unie, par exemple, ne sont pas sans évoquer les trois fenêtres en lancette caractéristiques des églises anglaises traditionnelles. L'effet «tradition», cependant, reste le plus probant dans l'ensemble composé par les deux bâtiments, que Fetherstonhaugh a d'ailleurs réalisés simultanément, et mis en image sur un unique dessin de présentation: les profils bas, les murs-pignons larges et peu fenêtrés, les masses comme écrasées contre le sol, harmonieusement disposées dans le parc qui les recèle, rappellent incontestablement le paysage des campagnes anglaises, auquel

Fetherstonhaugh, sans aucune doute, souhaitait ici se référer.

L'église Sainte-Cécile et l'église Saint-Georges sont les deux dernières de cette période. La première, œuvre des architectes sherbrookois J.-Aimé Poulin et Albert Poulin, surprend au premier abord; beaucoup plus proche des monuments anguleux et imposants qui, telle l'église Saint-Joseph du Havre (Auguste Perret), épousaient les formes nouvelles suggérées par la construction en béton, l'église Sainte-Cécile n'a guère d'équivalent formel au Saguenay—Lac-Saint-Jean, où ses architectes n'ont d'ailleurs commis que cette incursion. Sans doute le curé de la paroisse Sainte-Cécile, Alfred Girard, ayant vu l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours

que les architectes Poulin avaient réalisée à Sherbrooke, souhaitait se distinguer à Kénogami. À l'intérieur, la géométrie anguleuse de la croisée,

où se superposent le carré de la nef et l'octogone de la coupole, est assez parente, aussi, de cette réduction géométrique des volumes architecturaux de plus en plus épurés, issus de cette hybridation, survenue dans les années 1920, entre la tradition classique et la construction moderne; poussée à l'extrême dans les édifices institutionnels typiques de l'ère Duplessis, au Québec, cette sévérité céderait toutefois bientôt la place, toujours grâce au béton, à la fantaisie de l'expressionnisme formel.

Les manifestes de l'architecture contemporaine

Sylvio Brassard, qui avait été jusqu'à concevoir des répliques de l'architecture québécoise ancienne afin d'accroître l'attractivité touristique du jardin zoologique de Québec, signe l'église Saint-Georges en 1958. C'est là l'ultime geste traditionaliste à Jonquière: église «canadianisante» par sa façade, vaguement dom bellotiste dans les arcs paraboliques définissant sa nef, Saint-Georges appartient davantage à la dérive formelle, au-delà de la pionnière qu'avait été Saint-Jacques, qu'au caractère novateur qui distinguait jusque-là les églises de la ville. Mais Jonquière n'en était pas à son dernier monument; le remarquable presbytère Saint-Georges, que Léonce Desgagné avait construit dès 1948, annonçait apparemment que la modernité ne s'arrêterait pas là.



L'intérieur de l'église Saint-Georges.
Source: Ville de Jonquière, photo de Paul Laliberté.



*L'église Saint-Raphaël.
Source: Ville de Jonquière, photo de Paul Laliberté.*



*L'intérieur de l'église Saint-Raphaël.
Source: Ville de Jonquière, photo de Paul Laliberté.*

À partir de 1960, dans Jonquière qui a le vent dans les voiles, deux facteurs sont responsables de ce que la ville reçoit plusieurs — à vrai dire, le plus grand nombre — des monuments qui ont forgé le paysage du Québec moderne. Les églises, sièges de l'institution «fondatrice» du Canada français et, partant, réceptacles probants des tendances culturelles québécoises, y seront en effet à l'intersection de deux tournants historiques: alors que Jonquière est en voie de devenir le chef-lieu du progrès

québécois, avec sa prolifique aluminium d'Arvida, son Cégep en formation, ses multiples écoles, sa croissance démographique, Rome se déclare en faveur d'une architecture «moderne» — c'est-à-dire dont les formes s'éloigneraient de celles préconisées par la tradition — sous prétexte que les églises doivent être «fonctionnelles». Il n'en fallait pas plus pour que Jonquière, qui accueillait déjà à bras ouverts les précurseurs du modernisme au Québec — dont Desgagné, par exemple — devienne

le haut lieu d'une architecture religieuse nouvelle.

En 1955, Le Corbusier signait la chapelle Notre-Dame-du-Haut, à Ronchamp (France); manifeste premier de cette libération des églises, l'édifice fort remarquable consacrait la prééminence du rôle symbolique de ces temples, qu'on voulait désormais «apparents», «attirants», tournés vers les valeurs auxquelles les fidèles étaient sensibles ou aptes à adhérer. La même année, à Bagotville (Ville La Baie), l'architecte Paul-Marie Côté (1921-1969), nouvel associé de Léonce Desgagné, complétait l'église Saint-Marc, qui soufflait d'un pareil vent sur la région du Saguenay. Mais c'est à Jonquière que, coup sur coup, trois églises — répondant à cette croissance de la ville — ponctuaient irrémédiablement l'histoire de l'architecture du Québec: Saint-Raphaël, en 1960, Notre-Dame-de-Fatima, en 1963, et Saint-Mathias, en 1964.

Saint-Raphaël est l'œuvre d'Evans St-Gelais (né en 1928), associé de la société d'architectes St-Gelais et Tremblay, jeannois de naissance, formé dans les bureaux chicoutimiens des incontournables Lamontagne et Gravel; le jeune architecte a à peine plus de trente ans lorsque, par le biais de cette surprenante église jonquéroise, il mérite une prestigieuse médaille Massey. La récompense — la plus importante, en architecture, au Canada — surprend peu: le temple est véritablement novateur. Tous auront compris qu'il s'apparente à une tente, conformément aux préceptes de Rome qui souhaitait rapprocher l'Église des fidèles dans des cérémonies plus intimes, d'ambiance plus conviviale que celle des imposants et rigides bâtiments des époques antérieures. Responsable de cette silhouette familière, le toit incurvé, couvrant un plan simplifié à l'extrême — un seul rectangle englobant nef et chœur — unit en un volume clair et puissant l'ensemble du bâtiment, telle une sculpture qu'on aurait posée là à la gloire de la nouvelle église; semblablement épuré, l'intérieur, sobrement orné d'œuvres de l'artiste Jordi Bonet, baigne dans la lumière issue d'une faille au sommet de la «tente», profitant de l'espace dégagé par les rotules reliant les deux immenses pans fermant le bâtiment. Un mur de verre, sans plus,



*L'église Notre-Dame-de-Fatima.
Source: Photo de Pierre Lahoud.*

clôt la façade; une simple marquise, accrochée contre celui-ci, accueille les fidèles, à une échelle qui n'est guère plus intimidante que celle d'une maison. Pour l'église des nouvelles générations du baby boom, on a, ici, établi un équilibre parfait entre la technique constructive, la forme monumentale, et la destination de recueillement du lieu, où aucun décor superflu, hormis la puissance architectonique, ne vient divertir l'assemblée de la prière.

Notre-Dame-de-Fatima, qui vient également satisfaire à l'accroissement démographique des nouveaux quartiers de Jonquière, pousse encore plus loin cette idée de la tente, exploitant davantage, même, le potentiel formel du béton qu'on incurve, plie et retourne, pour modeler la matière au gré des expressions recherchées les plus imaginatives, les plus impressionnantes, aussi. Notre-Dame-de-Fatima, comme si elle était de peau, épouse la forme d'un tipi. Comme Saint-Marc, elle est l'œuvre

de Paul-Marie Côté, alors toujours associé à Léonce Desgagné; et si, en 1963, elle n'est pas sans rappeler des travaux «coniques» semblables de l'architecte Oscar Niemeyer, à Brasilia, par exemple, elle reste, au Québec, l'un des chefs-d'œuvre inégalés du paysage de l'expressionnisme formel. L'intérieur, encore plus dépouillé que celui de Saint-Raphaël, vaut plus qu'un coup d'œil; les parois incurvées dénudées, éclairées de la lumière effleurante filtrant par les décalages des deux demi-cônes, enveloppent la nef dans une ambiance proprement mystique, presque palpable, flottant au-dessus de l'assemblée jusqu'au faite de la tente, pointant haut vers le ciel.

C'était là toute la signification, pour Rome, d'une église «fonctionnelle»: un temple marquant sa présence dans le paysage, attirant les fidèles dans un langage moderne, et incitant au plus profond recueillement. Il ne faut donc guère s'étonner qu'à nouveau, la troisième église de cette période jonquiéroise soit aussi évocatrice d'une

tente: c'est Saint-Mathias, œuvre de l'architecte Jacques Coutu (né en 1927). Le plan, cette fois, repousse davantage les limites de la forme; en losange allongé, il permet de rapprocher l'assemblée de l'autel, à peine surélevé devant les fidèles, groupés en demi-cercle sous la voûte concave. Encore ici, le parti constructif sert l'expression formelle, dans une économie de moyens propice à la puissance évocatrice du monument; les minces bandes vitrées séparant les quatre versants du toit pyramidal, qui comme à Saint-Raphaël baignaient la nef d'une lumière tamisée, ont malheureusement dû être obstruées en raison des infiltrations d'eau dont elles étaient la cause.

Cette regrettable mésaventure de Saint-Mathias n'est, hélas, pas la seule qu'ait subie l'architecture moderne jonquiéroise et, a fortiori, l'architecture religieuse, haut lieu, comme on l'a vu, des expérimentations les plus avant-gardistes de cette inexorable quête de nouveauté. D'autres monuments, toutefois, ont été plus gravement

marqués par le temps: Saint-Philippe d'Arvida (Desgagné et Côté, 1965), qui dut fermer ses portes six ans après sa construction, et fut par conséquent amputée de la majeure partie de son caractère extrêmement original (un dôme translucide formait son toit), reste sans doute l'exemple le plus notoire de cette triste histoire qui, inopinément, donna parfois mauvaise réputation à l'architecture dite «moderne» dans son ensemble. Plus

d'égards envers la protection de monuments dont on ignorait sans doute l'intérêt, au vu de l'architecture québécoise, auraient toutefois permis à quelques-uns d'entre eux, non moins importants, de survivre aux quelques années (trente ans, à peine) qui séparent aujourd'hui notre regard désolé des qualités architecturales perdues.

Parmi les monuments moins remarquables de l'histoire de l'archi-

ture religieuse jonquiéroise — et sans doute, pour cette raison, plus sujets à d'intempestives rénovations — il faut ainsi mentionner la chapelle du Cégep, conçue en 1965 par Evans St-Gelais, surprenant espace cylindrique réservé à l'intérieur du pavillon Gérard-Arguin, aujourd'hui dépouillé de sa fonction originelle. Puis, surtout, il convient d'évoquer la chapelle du Centre hospitalier Jonquière (autrefois Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-l'Assomption), aussi signée en 1965 par St-Gelais. La silhouette, assez parente de celle qui avait distingué l'église Saint-Raphaël, en est encore bien perceptible dans la masse du bâtiment; les fenêtres hautes du versant est du toit ont toutefois été murées, et le plafond intérieur a été abaissé, tant et si bien qu'il ne reste effectivement de l'édifice originel que le volume triangulaire, sorte de fantôme de modernité.

En dépit de cette conclusion apparemment malheureuse à l'histoire remarquable de son architecture religieuse, Jonquière, à n'en pas douter, est l'un des lieux éminents de la modernité au Québec. Pendant que le poids de la tradition pesait encore sur la création, dans d'autres villes, le territoire jonquiérois, au lendemain de la guerre, s'est pour ainsi dire fait le porte-parole de la modernité. L'avant-garde qu'annonçait l'intention novatrice de ses premiers monuments, tels Saint-Dominique ou Saint-Laurent, s'est cristallisée dans d'importants édifices: Saint-Jacques, Saint-Raphaël, Notre-Dame-de-Fatima ont, de ce point de vue, concrétisé les promesses d'avenir sans cesse réitérées, à Jonquière, à Kénogami ou à Arvida, par des industriels visionnaires ou par des fondateurs.

Dans le paysage jonquiérois, dont la contribution au XXe siècle québécois n'est plus à démontrer, les églises, plus que toute autre catégorie de bâtiments, ont été le lieu sans cesse transformé d'expressions nouvelles. À la fois parce que les églises, au Québec, ont été sujettes d'efforts collectifs peu communs, et réceptacles d'une valeur symbolique inégalée, et parce que Jonquière s'est faite, tout au long du siècle, le siège d'un progrès social, technique, culturel qu'on a voulu matérialiser dans le paysage construit,



*L'intérieur de l'église Notre-Dame-de-Fatima.
Source: Photo de Paul Laliberté.*

l'architecture religieuse jonquéroise n'a guère d'égale ailleurs, en regard de sa quête incessante de modernité. Creuset d'une architecture moderne au Québec, Jonquière, d'église en église, est devenue de surcroît le berceau d'architectes remarquables, qui ont à jamais modelé l'environnement bâti québécois: dans la foulée de Lemay qui y importait ses connaissances, des Lamontagne et Gravel qui y déployèrent leurs ailes, les Léonce Desgagné, Evans St-Gelais, Paul-Marie Côté ont trouvé à Jonquière un lieu propice, et ouvert, à l'innovation dont leurs esprits créatifs étaient porteurs. De ceci, les églises jonquéroises sont de puissants témoins; aujourd'hui, que leur fonction ou leur forme paraissent parfois moins parlantes, il faut espérer que la reconnaissance de leur rôle et de leur importance, désormais, les préserve au sein du paysage de l'histoire de l'architecture québécoise, au cœur de laquelle elles marquent d'incomparables moments.



L'église Saint-Mathias en 1968.
Source: Photo de l'Inventaire des Biens culturels.

Bibliographie

- Bergeron, Claude (1987), *L'architecture des églises du Québec 1940-1985*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.
 Bergeron, Claude (1996), «Quand

- Saguenéens et Jeannois se mirent à prier sous la tente», *Le Saguenay—Lac-Saint-Jean Architecture / Identité: La Revue d'architecture ARQ*, no 94, 14-15.
 Morisset, Lucie K. (1996), *Arvida: cité-modèle, ville moderne, ville de l'aluminium. Histoire de la forme urbaine et de l'architecture, 1925-1950*. Thèse de doctorat de l'Université de Bretagne Occidentale. Brest, Institut de géoarchitecture.
 Noppen, Luc et Lucie K. Morisset (1994), *Jonquière mémoires et lieux*. Jonquière, Ville de Jonquière.
 Noppen, Luc et Lucie K. Morisset (1996), *Art et architecture des églises à Québec: «Foi et Patrie»*. Québec, Les publications du Québec.
 Tardif-Painchaud, Nicole (1978), *Dom Bellot et l'architecture religieuse au Québec*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

Note

- * Les auteurs tiennent à remercier le personnel des Archives nationales du Québec à Chicoutimi, le Conseil des recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et le Conseil des arts du Canada pour l'appui constant à leurs recherches sur l'histoire de l'architecture au Saguenay—Lac-Saint-Jean.



L'intérieur de l'église Saint-Mathias.
Source: ANQC, P 75/261-3.

La communauté anglophone d'Arvida dans les années 1960: une histoire qui fait maintenant partie de celle de Jonquière

par
Pierre Laroche

Introduction

La communauté anglophone de la région, après avoir pris naissance au sein de différentes «villes de compagnie» dont celles d'Arvida et de Kénogami au tournant des années 1920, connaît un déclin démographique et institutionnel accéléré à partir de la fin des années 1960. De toutes les institutions qu'elle a développées, les seules qui persistent encore aujourd'hui se trouvent sur le territoire de Jonquière. Il apparaît donc pertinent, dans le cadre du 150^e anniversaire de Jonquière, de lever le voile sur certains aspects de la vie de cette communauté. Plus spécifiquement, celle d'Arvida, qui fut de loin la plus importante qu'ait connue la région (Carte 1).

Tout d'abord, il sera fait état très brièvement des fondements industriels, démographiques et ethniques de cette communauté. Cette entrée en matière devrait permettre d'apprécier à sa pleine valeur toute l'effervescence qui a entouré la vie de cette communauté, alors qu'elle était à son apogée au début des années 1960. Que ce soit dans les domaines social, sportif, scolaire, éducatif, politique, religieux ou encore des communications, les anglophones ont mis en place des activités, organisations et institutions qui ont laissé des traces. Les différents clubs de golf et de curling ou encore la Foire scienti-

fique régionale sont de celles-là. Alors que les spectacles à grand déploiement se multiplient dans la région, il serait intéressant de scruter plus spécifiquement l'histoire du secteur culturel pour tenter d'apprécier la possible contribution des anglophones dans ce domaine.

Les anglophones à Arvida: qui et combien étaient-ils?

Dès les débuts, en 1926, la compagnie Alcan s'implique monétairement dans la construction des institutions essentielles à l'établissement d'une communauté anglophone protestante. Au centre de cette dernière, se trouve une cinquantaine de familles de jeunes Américains, la plupart dans la trentaine. Ces dirigeants de l'entreprise sont en fait des «pionniers» qui, lors de la création d'Alcan et sa «séparation» d'Alcoa, en 1928, vont choisir de rester. Ils veulent relever le défi de cet immense projet qui les captive: faire de l'Alcan une compagnie multinationale. Ils forment alors une petite communauté homogène à laquelle ils se sont attachés et, chemin faisant, ils vont créer l'«esprit d'Arvida» (Campbell, 1985). Toutefois, cette homogénéité² va rapidement faire place à une communauté de «dirigeants et spécialistes», d'origines nationales diverses. À cette époque, c'est la communauté britannique qui accueille les immigrants autres que français.

Chacun au sein de cette communauté, divisée entre catholiques et protestants, occupera une place correspondant à sa position hiérarchique au sein de l'Alcan. Plus cette dernière sera importante, plus l'organisme de la communauté qu'il dirigera sera prestigieux. Habituellement, ce sont les protestants qui dirigent.

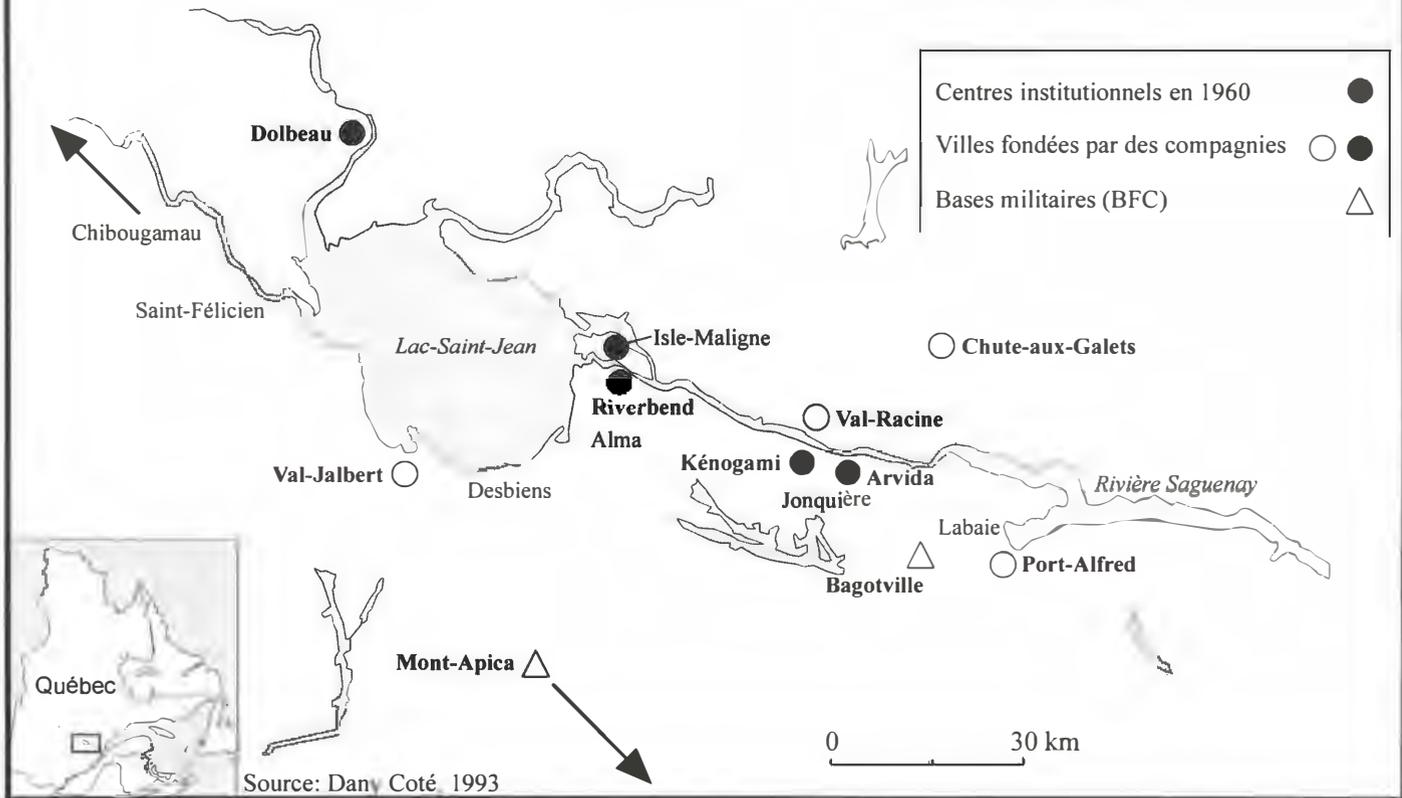
Alors qu'en 1931, les anglophones comptent pour 36% de la population d'Arvida, ils ne sont plus que 27% en 1941 et 16% en 1951. Ils représentent tout de même encore 15% de la population arvidienne en 1961, soit plus de 2 000 personnes, alors qu'au niveau de l'ensemble de la région, les 7 438 anglophones, recensés par Statistique Canada, ne représentent que 2,8% de la population régionale.

En ce qui concerne la diversité ethnique, les Américains mais surtout les Britanniques qui représentent ensemble 62% de cette population en 1931, sont plus de 70% en 1961. Tchécoslovaques, Italiens, Polonais, Scandinaves, Finlandais, Allemands et autres vont, tour à tour, s'inscrire au sein de cette communauté.

Sainte-Thérèse: le «Quartier des Anglais» à Arvida

Sur le territoire, c'est sans conteste le quartier Sainte-Thérèse, le premier

Les centres institutionnels des anglophones Saguenay-Lac Saint-Jean, 1960



Carte: Pierre Laroche et Justin Proulx, UQAC, 1996.

construit par l'Alcan en 1926, qui est la base territoriale et institutionnelle des anglophones (Carte 2). Les protestants, qui sont plus souvent les dirigeants au sein de la communauté comme au sein de la compagnie, y sont concentrés au nord du boulevard du Saguenay à plus de 80% (1960) alors que les catholiques s'y retrouvent dans une proportion d'environ 30%, au nord et au sud du même boulevard. L'autre 30% vit dans les autres quartiers d'Arvida, très majoritairement francophones ceux-là. Les institutions scolaires et religieuses des premiers se retrouvent au nord du boulevard du Saguenay et celles des anglo-catholiques au sud.

Anglo-protestant ou anglo-catholique: un statut social différent!

Dans leur quotidien, principalement à cause de la religion, mais aussi

à cause de leur statut professionnel, les anglo-catholiques intègrent des institutions contrôlées par la majorité. C'est le cas pour l'église et le système scolaire de même que toutes les activités qui, comme le mouvement Scout, sont sous responsabilité religieuse. Contrairement aux anglo-protestants³, ils sont plus nombreux à être des ouvriers et ils épousent très souvent des francophones. Toutefois, à cause de leur concentration au sein du quartier Sainte-Thérèse, la grande majorité d'entre eux profite d'une vie sociale et communautaire en langue anglaise, ce qui est conforme à leurs aspirations professionnelles (Rudin, 1986).

Une vie communautaire et associative très florissante au début des années 1960

L'âge d'or de la vie communautaire pour les anglophones se situe entre

1950 et 1965. À cette époque, les anglophones et leur langue jouissent d'un statut social dominant au sein de la société québécoise. Comme au sein de l'Alcan⁴, même si diverses initiatives, dont la création d'une municipalité «autonome» en 1953, commencent à donner aux francophones et à leur langue une place plus grande au sein d'Arvida, le «Quartier des Anglais» demeure une réalité bien palpable jusqu'à la fin des années 1960.

Afin d'apprécier l'ampleur de la vitalité de cette communauté, un tour d'horizon, par secteur⁵, de ses activités associatives et institutionnelles s'impose.

Les sports

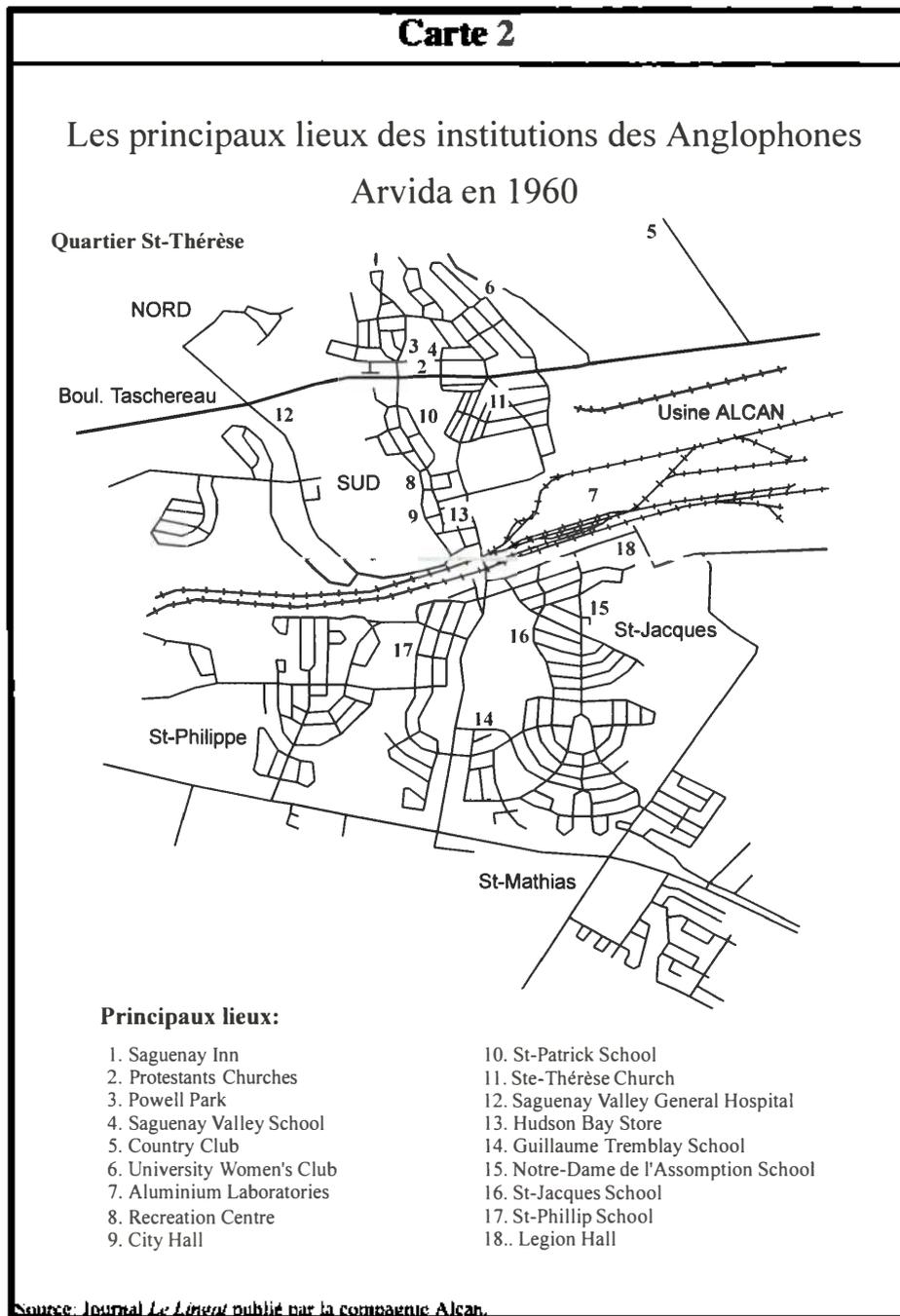
Dans le domaine des sports, il faut d'abord mentionner l'importance territoriale de la «Powell Park Asso-

ciation». Il s'agit d'une organisation dirigée par une majorité anglophone et qui chapeaute toutes les activités sportives qui ont lieu au cœur du territoire institutionnel des anglo-protestants. Le Powell Park, qui est le parc reconnu pour les jeunes du quartier Sainte-Thérèse, est situé dans sa partie nord, à l'intérieur du quadrilatère formé par les églises et les écoles protestantes. C'est sur ce territoire que jeunes, catholiques et protestants, parfois francophones, de différents groupes d'âges et milieux sociaux se retrouvent, ensemble, insérés au sein des différentes ligues de hockey, de baseball⁶, etc.

Il en va de même du «Recreation Centre» (plus tard «Le foyer des loisirs») qui lui, situé dans la partie sud du quartier Ste-Thérèse, au centre-ville, est le «siège social» ou encore le centre d'activités pour plusieurs organismes de la communauté. Il est ouvert à l'ensemble de la population arvidienne et la présence d'un terrain de curling est manifeste des divisions sociales qui existent au sein même du quartier Sainte-Thérèse d'Arvida. Pour ce sport qui est très populaire chez les anglophones, il existe un autre centre d'activités, le Arvida Country Club, situé dans le secteur nord du quartier. C'est là que se trouvent regroupés le Golf Club et le Arvida Curling Club. Les activités de ce club s'adressaient d'abord à une élite, qu'elle fût francophone ou anglophone.

Il en va de même pour le Yacht Club, qui s'adresse à une clientèle plus fortunée et qui demeure longtemps un «bastion» pour la langue anglaise. Concrètement, ce n'est qu'en 1969 qu'un instructeur y donnera, pour la première fois, en français, des cours de voile. Le prestige de ce club⁷, très «select», au sein de la communauté anglophone est perceptible à partir des soirées de «danse» qu'il ouvre au public. En 1962, pas moins de 680 couples participent au bal annuel de l'organisme.

Notons la présence de groupes spécifiques chez les jeunes et les femmes dans presque toutes les organisations sportives, dont le golf, le curling, le ski, le tennis et le bowling. En 1965, les femmes ont même une équipe de hockey qui évolue sur la patinoire du Powell Park. Pour tous



Carte: Pierre Laroche et Justin Proulx, UQAC, 1996.

les milieux, toutes les catégories d'âge et les différents secteurs de leur vie communautaire, les anglophones organisent souvent et participent abondamment à différentes compétitions: que ce soit au niveau local, régional, québécois, canadien ou encore international. Ils furent vainqueurs à plusieurs occasions.

Signalons, en terminant cette section, la mise sur pied par des anglophones, en 1961, du «Car Club», responsable de la tenue de très populaires «Annual Rallye».

Le social

Les activités associatives, les organismes et institutions qui sont signalés dans ce secteur dont le Bridge Club, le Chess Club, le Bird Count et le Godparents Association offrent des activités qui concernent d'abord les classes instruites et aisées de la société. Au début des années 1960, plusieurs institutions sociales offrent des activités en français ou en anglais. C'est le cas de la section anglophone de la succursale d'Arvida de l'Association canadienne de protection des



Vue aérienne d'Arvida. Photographie prise en 1945.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 1130.

consommateurs et de la section sague-nayenne de la Société protectrice des animaux lors de sa fondation en 1965⁸.

Pour la jeunesse, le Kiwanis Club d'Arvida, qui fut fondé en 1954, tout comme la Légion, dont la section des femmes fut mise sur pied en 1953, sont des organismes très impliqués. Ils organisent des campagnes de financement, soutiennent financièrement des ligues sportives, et l'organisation, au plan régional, de concours oratoires pour les jeunes des écoles anglaises. Du côté des garçons, c'est le Rotary Contest qui, soutenu en partie par le Kiwanis Club, s'occupe du concours. Pour les filles, c'est la Légion qui assume cette responsabilité.

Pour les célibataires et les autres résidents du Manoir du Saguenay, le

Demerara Club, un club social dont la présence peut être signalée dès 1942, organise plusieurs activités: une danse à l'occasion de la nouvelle année, des bals, des soupers dansants, des fins de semaine de ski et des dégustations de vin.

C'est aussi le cas de presque toutes les institutions de la communauté anglophone qui organisent soit une danse ou encore un bal annuel pour ouvrir ou encore clôturer leur saison d'activités.

Pour l'ensemble de la communauté arvidienne, il y a un concours annuel d'horticulture depuis 1927, auquel l'Alcan est associée financièrement, dans le but avoué d'embellir la ville. Les anglophones y sont très impliqués et, en 1963, alors qu'un des leurs est le

président de l'organisme, trois anglo-phones vont remporter un prix.

Signalons, en terminant, l'arrivée, en 1967, du Square Dance Club. Il tient ses activités régulières le vendredi soir dans les locaux de l'école Saguenay Valley.

L'éducatif

Parmi les organismes qui oeuvrent dans ce secteur, il y a ceux qui ont une vocation scientifique. Les plus importants, la section d'Arvida de l'Institut canadien de chimie ou encore l'Institut canadien d'ingénierie, qui compte, en 1960, plus de 250 membres dans la région. La présence de ce type d'organisme vise à soutenir, en l'absence d'une université capable de le faire, un climat propice à l'amélior-

ration des connaissances et à la formation scientifique de la population⁹, plus particulièrement les employés de la compagnie Alcan. Ainsi, peuvent-ils maintenir à jour leurs connaissances en chimie. Ces activités ont lieu sous forme de groupes d'étude qui se rencontrent sur une base régulière.

Plus préoccupé des grandes questions sociales et politiques, un organisme prestigieux, le Canadian Club, a une section régionale au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Elle organise, à Arvida, des activités sur une base mensuelle. Des invités prestigieux, dont René Lévesque, viennent donner des conférences sur des thèmes qui touchent les grands enjeux «patriotiques» de la société canadienne. C'est ainsi qu'au début des années 1960, les anglophones de la région sont invités à réfléchir sur des thèmes comme «Le séparatisme au Québec» ou encore «Le bilinguisme au Canada».

Plus proche de l'animation sociale et culturelle, le «University Women's Club», mis sur pied en 1950, rassemble un cercle de femmes instruites. Sur une base mensuelle, elles se rencontrent à la maison d'une des membres pour entendre un invité de marque et s'entretenir avec lui. Elles organisent

la tenue de manifestations culturelles d'envergure dans la région. Parmi celles-ci, les présentations annuelles, à partir de 1956, des spectacles de renommée canadienne donnés par la troupe de théâtre «The Canadians Players»¹⁰. Elles mettent sur pied les «French Tea Group», dont le but est de promouvoir et permettre l'apprentissage de la langue française chez les femmes des dirigeants de la compagnie¹¹. Elles organisent des cueillettes de jouets pour les pauvres à l'occasion de Noël. Elles donnent de l'argent pour l'achat de livres à la bibliothèque municipale et elles remettent des prix dans les écoles.

Du côté de la jeunesse, le mouvement des Guides et des Scouts touche une très large section de la jeunesse protestante. Comme il s'agit d'un groupe qui fonctionne sur une base religieuse, les jeunes anglo-catholiques sont, au début des années 1960, intégrés parmi les francophones.

En ce qui concerne les filles, l'importance des activités des Guides s'exprime par la simple mention de la tenue, en 1960, à Arvida, d'une réunion régionale à laquelle pas moins de 50 responsables de groupe, les «leaders», participent. Au sein du mouvement, le seul groupe des «Brownies» regroupe,

en 1964, 215 jeunes anglophones. Leurs camps annuels, tout comme ceux qui s'adressent aux garçons, sont basés d'une façon permanente à la Wilson Point, aujourd'hui Pointe-Taillon, au Lac-Saint-Jean.

En ce qui concerne les Scouts, le mouvement est de même envergure. Plus de 400 jeunes anglophones de la région en font partie en 1964. Des jeunes scouts participent aux différentes activités organisées dans le cadre des «Jamboree», notamment, au niveau du continent nord-américain, en Idaho, en 1967, et au plan mondial, en Grèce, en 1963, alors que 14 000 scouts y sont rassemblés.

Le culturel

Après le domaine sportif, c'est le domaine culturel qui, en 1960, occupe le plus d'espace communautaire chez les anglophones. Les activités et organisations qui y sont regroupées peuvent être divisées en deux grandes familles. Celles qui impliquent des artistes amateurs et/ou professionnels locaux, et les autres qui s'adressent à un public consommateur de culture.

La «Arvida Players Society» et la «Arvida Choral Society» sont les deux plus importantes institutions du



Le Centre récréatif d'Arvida.

Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 2676.

premier groupe. Elles reposent sur un nombre très important de bénévoles et d'artistes amateurs. Les activités et spectacles¹² qu'elles organisent sont des événements parmi les plus courus au sein de la communauté. En 1967, les spectacles annuels de la Arvida Choral Society et du Arvida Players Society sont donnés devant une salle comble (500 personnes), trois soirs de suite¹³. Il est indéniable que ces institutions sont une source de fierté et en grande partie responsables du dynamisme qui règne au sein de cette communauté.

Dans le second groupe, deux types de cinémas qui projettent des films en langue anglaise, un de répertoire et l'autre s'adressant au grand public, sont très populaires, au début des années 1960.

Au plan régional, plusieurs villes, notamment celles de Chicoutimi, Bagotville, Jonquière et Arvida, possèdent alors un cinéma qui offre le visionnement de films en langue anglaise au grand public.

En ce qui concerne Arvida, le cinéma porte le nom de «Palace» et des représentations ont lieu tous les soirs de la semaine et le dimanche après-midi pour les enfants.

Tout aussi important, est le cinéma de répertoire. Il est sous la responsabilité du «Arvida Film Society». En 1962, on compte 3 groupes fermés d'une vingtaine de personnes dans la section «Générale», 2 autres groupes dans la section «Internationale» et un dernier dans la section appelée «Expérimentale». Les représentations ont lieu au rythme d'une séance par mois, sauf pour la période d'été. L'ampleur de ces activités met en perspective la présence, au sein de la communauté anglophone, d'une importante élite d'intellectuels.

En ce qui concerne les bibliothèques, il y en a trois. La «Arvida Lending Library», «privée» celle-là, s'adresse d'abord à une clientèle proche des élites dirigeantes. Elle est située dans le Manoir du Saguenay¹⁴ et, en 1967, comprend une sélection de 600 titres. Ses livres sont renouvelés¹⁵, à l'occasion de ventes annuelles, par l'équipe de bénévoles qui est responsable de la bibliothèque.

Une autre bibliothèque, plus «scientifique» celle-là, est située dans le Laboratoire de l'Aluminium d'Arvida. Elle est ouverte à tous les employés et la compagnie Alcan les encourage à l'utiliser régulièrement.

Reste la bibliothèque municipale, située au centre-ville et ouverte à toute la population francophone et anglophone. À ses débuts, en 1942, elle va bénéficier de généreux dons d'un haut dirigeant de l'Alcan¹⁶, principalement pour l'obtention de livres en français, rendus inaccessibles à cause de la guerre qui touche alors la France.

Les anglophones, qui sont 15% de la population d'Arvida au début des années 1960, comptent, en 1962, pour 22% des membres de la bibliothèque municipale. Cette année-là, ils effectuent 17 349 prêts ou 32% de tous ceux qui sont enregistrés.

Le scolaire

Dans le domaine scolaire, le pouvoir des anglo-protestants est organisé autour du «Arvida School trustees», qui est responsable de la gestion de la Municipalité scolaire protestante d'Arvida. Mais en 1962, dans le but de consolider les effectifs scolaires anglo-protestants de la région

(dont le déclin est sérieusement amorcé dans certaines localités) et de profiter des effets positifs, alors anticipés avec la venue prochaine des écoles polyvalentes, la Municipalité scolaire de Saguenay Valley est créée.

Chez les anglo-catholiques, les fermetures d'écoles anglophones entraînent, habituellement, comme ce fut le cas pour l'école St-Mary's de Kénogami en 1968, un regroupement des élèves au sein de l'école St-Patrick. Cette dernière, tout en relevant de la Commission scolaire catholique d'Arvida jusqu'à la création de la Commission scolaire régionale Lapointe en 1963, est sous la gouverne des «Sisters of Charity» qui en assurent la direction de 1955 à 1963.

À ce pouvoir administratif, s'ajoute celui des organismes communautaires qui regroupent des parents qui, en plus d'exprimer des opinions sur le fonctionnement des écoles, sont responsables d'une forte animation parascolaire, durant les années 1960.

Chez les anglo-catholiques, cette animation est assumée principalement par la St-Patrick Society. Aux compétitions dans les domaines sportifs, de la langue et de la science s'ajoutent le pique-nique annuel, les



Un groupe d'enfants du «Arvida Kindergarden». Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 2668.



L'école anglophone «St. Patrick High School».
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 2663.

opérettes, le théâtre amateur, les danses, etc.

Chez les protestants, cette animation autour de l'école est assumée par la section locale du «Home and School Association» du Canada. En plus des différentes activités énumérées du côté catholique, elle organise les classes du samedi dans le domaine artistique, elle s'implique dans la remise de bourses, les cours de conduite automobile, les plans de carrière, les uniformes des élèves, etc. Existe, aussi, le «Kindergarten Association», qui, en 1963, reçoit des enfants de 4 et 5 ans dans les locaux des deux églises protestantes. À leur intention, une classe d'immersion française¹⁷ est mise sur pied en 1966.

Les élèves des deux écoles semblent avoir eu d'excellentes performances, entre autres: à titre de boursiers universitaires, lors de différentes compétitions sportives, de la Foire régionale des sciences, ou encore des différents concours oratoires.

Le religieux

Dans les années 1960, le domaine des activités religieuses est tout aussi

important chez les protestants que chez les catholiques. Comme pour le scolaire, ce qui différencie d'abord les protestants des catholiques, c'est qu'ils dirigent leurs institutions religieuses. Alors qu'ils bénéficient d'activités et services religieux dans leur langue, pour tous les groupes d'âge, les catholiques, eux, ne peuvent assister qu'à une seule messe en anglais par semaine dans le sous-sol de l'église catholique. Ce n'est qu'en 1962, suite à la venue d'un vicaire d'origine irlandaise¹⁸, que cette messe pourra être célébrée tous les dimanches, tout comme pour celles des francophones, «en haut», au rez-de-chaussée de l'église Sainte-Thérèse.

Les anglo-catholiques peuvent aussi bénéficier des célébrations de la Messe de minuit ou encore celles de Pâques qui, elles, demeureront dans le sous-sol de l'église. Dans des occasions spéciales, lorsque l'Évêque de Chicoutimi viendra prendre la parole, les célébrations seront bilingues.

Parmi les catholiques, les immigrants slaves reçoivent, sur une base mensuelle et à l'occasion des grandes fêtes dont celle de Pâques, des services religieux qui s'adressent spécifique-

ment à eux. Un prêtre de l'église catholique¹⁹ a pour fonction particulière de s'occuper des membres de cette communauté. À cette époque, il existe la Polish Society qui s'active entre autres pour ces occasions.

Les protestants sont regroupés autour de deux églises, l'Église Unie et l'Église Anglicane qui ont une structure de fonctionnement assez similaire. En plus des services religieux qui sont offerts sur une base régulière, il y a les activités de soutien des groupes de femmes, tels les bazars, les ventes de gâteaux et de livres, etc. S'ajoutent les chorales, les groupes de jeunes et d'adolescents, de même que le «Mission Study» dont les activités, notamment des conférences, visent à la sensibilisation aux missions dans les pays du tiers-monde.

Au sein de la communauté anglophone, les activités religieuses demeurent importantes et très nombreuses tout au long des années 60.

Le politique

En ce qui concerne le domaine politique, une certaine activité existe

au plan municipal, au début des années 1960. Le premier février 1953, la ville d'Arvida devient indépendante de la Compagnie d'Aluminium (Launière-Dufresne, 1976). Jusque-là, il faut se plier aux exigences d'un maire et de conseillers nommés²⁰ qui, bien que plus nombreux année après année, demeurent très proches du bureau de direction local d'Alcan. C'est probablement ce qui explique qu'en 1955, une fois cette mainmise «disparue», les protestants, pour maintenir une certaine influence au Conseil, se dotent d'un organisme de représentation, le «Protestant Proprietors Association»²¹. Jusque-là, et pour un certain temps encore, presque tout est propriété de l'Alcan. À titre d'exemple, c'est seulement en 1960 que, suite à une offre d'achat, l'Alcan va vendre le Foyer des loisirs (Recreation Centre) au Conseil municipal. Ce centre récréatif était jusque-là sous l'autorité du «Arvida Athletic Recreation Association», responsable, depuis sa création en 1934, d'octroyer les subventions de la compagnie aux différents organismes communautaires de la ville, dont ceux des anglophones.

Dans les années 1960, le Protestant Proprietors Association se préoccupe d'une multitude de sujets. Cet organisme supporte la loi qui va permettre la vente de boissons alcooliques, jusque-là interdite dans la ville, la mise sur pied d'un comité de revendication en vue de l'obtention d'un canal de télévision en anglais²², et supporte la fluoration de l'eau. Il s'oppose à l'adoption d'un règlement pour rendre la carte d'identité obligatoire. Il demande à ce que la charte de la ville soit modifiée de façon à ce que les petits propriétaires puissent voter, que le pouvoir du gérant soit réduit, et que l'on procède à la création de 5 circonscriptions municipales. De plus, il signale les dangers du nucléaire, et voudra discuter de l'impact, sur les taxes de ses membres, d'une éventuelle fusion scolaire avec les catholiques. D'après les données que nous avons recueillies, cette institution devient inactive après 1965. Fait à noter, l'absence d'un organisme similaire chez les anglo-catholiques.

La santé

L'hôpital Saguenay Valley est construit en 1959 et, au début des



*L'opérette Patience présentée par l'«Arvida Choral Society» en 1949.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 1910.*

années 1960, son conseil d'administration est dirigé par une majorité d'anglophones. Avant cette période, il porte le nom d'«Arvida General Hospital» et est situé sur les terrains des usines de la compagnie Alcan, dans la partie sud-est du quartier Sainte-Thérèse.

En 1961, la section saguenayenne de la «Quebec Association of Hospital Auxiliaries» est créée. C'est autour de la section des femmes de cette organisation de bénévoles que plusieurs anglophones s'impliquent²³. Elles s'occupent de la bibliothèque de l'hôpital, distribuent des cadeaux aux malades, font campagne pour la vaccination contre les maladies, telle la tuberculose, et elles organisent diverses activités en vue d'amasser des fonds comme l'Annual Charity Ball ou encore des parties de bridge, de cartes et des danses.

D'une façon constante, les anglophones se sont impliqués dans les différentes activités de la «Red Cross» tels les cours de premiers soins, de natation et les cliniques de sang.

Les communications

Dans le domaine des communications, il y a les médias écrits, la télévision et la radio qui sont surtout des sources d'information et, parfois,

de divertissement. Les anglophones ont accès (encore aujourd'hui chez certains marchands) aux grands quotidiens de langue anglaise du Québec et du Canada.

Au niveau local, c'est le journal *Le Lingot*, publié par la compagnie Alcan et auquel ils collaborent, qui leur sert de véritable journal communautaire.

Mentionnons que, durant les 10 premiers mois de 1967, les anglophones d'Arvida vont publier une page en anglais dans le journal régional *Le Réveil* de Jonquière.

Du côté de la radio et de la télévision de langue anglaise, aucune station n'est disponible avant le milieu des années 1970. Toutefois, les stations locales de radio²⁴ et de télévision, particulièrement la station CKRS, leur réservent du temps d'antenne. Dès les débuts de sa mise en ondes, en 1955 et, jusqu'en 1966, la station de télévision CKRS diffuse un bulletin de nouvelles en langue anglaise et quelques émissions qui cumulent 5 heures de programmation par semaine.

Conclusion

Comme le lecteur a pu le constater, les anglophones d'Arvida avaient une

vie communautaire et associative dynamique et empreinte de nombreuses «initiatives» durant cette période. Leur «isolement» de la majorité francophone dans un quartier comme celui de Sainte-Thérèse était d'abord le reflet de leur statut socio-professionnel, de la hiérarchie au sein de l'Alcan et du cadre institutionnel qu'imposaient alors les villes de compagnie. Dans les faits, il s'agit d'une communauté qui s'intègre dans différents réseaux à tous les niveaux, particulièrement ceux dont se sont dotés les Britanniques à travers le monde. Toutefois, il ne faudrait pas négliger les échanges certains qui se sont produits entre les «Anglais» et les «Canadiens français» ou encore les «Québécois» de la région, à cette époque. D'une part, il y avait une partie de l'élite francophone qui côtoyait la communauté anglophone alors que leurs enfants fréquentaient l'école St-Patrick. En 1960, certains membres de cette élite, dont le gérant de la Caisse populaire d'Arvida, demeuraient dans le secteur nord du «Quartier des Anglais». D'autre part, lors du déclin de cette communauté à partir des années 1960, de nombreux francophones ont été (ou se sont) intégrés à certaines activités et groupes anglophones dont le «Arvida Players Society» (Gummer William, *Emeritus*, vol. 7, no 1, 1989). Aussi, en ce qui concerne les possibles contributions de la communauté anglophone de l'époque qui pourraient avoir eu une influence sur la vie culturelle de la région, il serait intéressant, voire pertinent, de les documenter davantage.

Bibliographie

Documents dépouillés et dont les données sont utilisées dans le cadre de cet article:

- Documents sur la fréquentation scolaire de l'école St-Patrick en 1960, Archives de la commission scolaire «De la Jonquière».
- *Le Lingot*, 1960-1982, journal publié par la compagnie Alcan, Jonquière.
- *Northern Saga*, 1942, Archives de la Société historique du Saguenay, Chicoutimi.
- *The Arvidians*, 1928, Archives de la Société historique du Saguenay, Chicoutimi.
- *The Saguenay Post*, 1948, Archives de la Société historique du Saguenay.

Auteurs:

- CAMPBELL, Duncan, C. (1985). *Mission mondiale, Histoire d'Alcan*, Ontario Publishing Company Limited, Volume 1 jusqu'à 1950, 425 p.
- GAGNÉ, Aimé (1995-1996). «Mon cheminement linguistique», série de trois articles publiés dans la revue *Saguenayensia*, Société historique du Saguenay, Chicoutimi.
- GUMMER, William, K. (1989). «Gummer Shares His "G and S" Notebook», *Emeritus*, journal des retraités de l'Alcan, vol. 7, no 1, Jonquière, pp. 5-7.
- LAUNIERE-DÜFRESNE, Anne-Marie (1976). «Arvida, une vivante histoire du Canada», *Saguenayensia*, septembre-décembre, Société historique du Saguenay, Chicoutimi, pp. 99-104.
- NOPPEN, Luc et MORISSET, Lucie, K. (1994). *Jonquière, mémoires et lieux*, guide d'excursion et d'interprétation du patrimoine, Ville de Jonquière, 104 p.
- RINGUETTE, Martin et BÉLANGER, Roland (1977). «Arvida, La ville de l'Alcan», *Saguenayensia*, mai-août, Société historique du Saguenay, Chicoutimi, pp. 72-74.
- RUDIN, Ronald (1986). *Histoire du Québec anglophone (1759-1980)*, Institut québécois de recherche sur la culture, 332 p.

Notes

- 1 Bien que plus ancienne, mais moins nombreuse toutefois, la communauté anglophone de Kénogami aurait pu tout aussi bien servir de modèle pour faire état de la vie communautaire des anglophones de «Jonquière». Toutefois, comme cet article est basé sur les données recueillies dans le cadre d'un mémoire de maîtrise qui a pour objet la communauté anglophone d'Arvida, l'auteur a choisi de s'en tenir à cette dernière pour éviter les raccourcis qui auraient été pour le moins inappropriés dans le cadre d'un document à saveur historique.
- 2 En fait, cette homogénéité est toute relative. Du côté protestant, la présence de l'Église Unie (née de l'union des Méthodistes et des Presbytériens au début du siècle) fut privilégiée à celle de l'Église Anglicane par les dirigeants de la compagnie et ce, pour des raisons d'unité au sein du groupe de départ (Archives de l'Église Unie du Canada, Document anonyme). Les Américains, eux, étaient des Méthodistes. Ce n'est qu'au début des années 1950 que l'Église Anglicane a pu enfin

obtenir la permission de construire son propre bâtiment sur le territoire d'Arvida. Avant cette période, ses activités étaient menées dans la ville plus «anglaise» de Kénogami qui appartient alors à la compagnie Price Brothers (*Northern Saga*, 1942, vol. 1, no 7).

3 Alors que 70% des anglo-protestants, dont les enfants fréquentent l'école Arvida High en 1960, sont des cadres supérieurs au sein de l'Alcan, ils ne sont qu'un peu plus de 30% chez les anglo-catholiques dont les enfants fréquentent l'école St-Patrick la même année.

4 Le lecteur intéressé à en savoir davantage sur les diverses initiatives qui furent prises au sein de l'Alcan pour faire une place plus grande à la langue française devraient se rappeler l'excellente contribution d'Aimé Gagné à partir de sa série de trois articles publiés dans la revue *Saguenayensia* (1995-1996).

5 Ces secteurs sont ceux qui ont été établis afin de recueillir les données sur la communauté anglophone à partir du dépouillement des pages anglophones du journal *Le Lingot*, publié par l'Alcan, pour la période comprise entre 1960 et 1982. Aussi, pour éviter une certaine lourdeur, les références et les dates précises des numéros du *Lingot* auxquelles correspondent les données qui ont servi à rédiger cet article n'ont pas été incluses.

6 En 1964, 95 jeunes d'entre 9 et 13 ans sont regroupés au sein de 5 équipes qui forment la «Little Baseball League», alors attachée au Powell Park.

7 Les membres de ce club participent régulièrement à des compétitions organisées avec d'autres clubs de voile situés à l'extérieur de la région. Ils vont gagner plusieurs compétitions, notamment en 1963, en Ontario.

8 Lorsqu'elle voit le jour, en 1965, cette section «régionale» compte une importante représentation anglophone (11/26) au sein de son comité fondateur.

9 La section d'Arvida de l'Institut canadien de chimie s'implique auprès des étudiants des écoles anglaises par différentes activités de support aux élèves, dont l'organisation de concours. En fait, elle est responsable, avec la «Fisher Scientific Company» de la mise sur pied, en 1964, de la Foire scientifique régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

10 En 1960, elles organisent plutôt la venue de la «Royale Winnipeg Ballet Troup» qui, à l'occasion de sa vingt-et-unième année d'existence, fait une

ournée pan-canadienne. Pour permettre aux étudiants de la région, qui fréquentent les écoles anglaises situées à l'extérieur d'Arvida, de participer à ces événements, le Women University Club s'occupe d'obtenir du financement. C'est notamment le cas, en 1961, alors que le Conseil canadien, qui relève du gouvernement fédéral, va subventionner la participation de 100 jeunes anglophones pour qu'ils puissent assister à une représentation que le Canadian Players va donner à l'école Arvida High.

¹¹ Il est intéressant de signaler que les anglophones de la région qui sont aujourd'hui regroupés sous la gouverne d'Alliance-Québec, section Saguenay—Lac-Saint-Jean, organisent sur une base très fréquente des «French coffees». Toutefois, cette activité qui ne regroupe plus que des francophones, est aujourd'hui défendue, au niveau de l'anglophonie «québécoise», comme un fleuron des anglophones de la région et leur engagement envers la politique canadienne des langues officielles.

¹² Parmi ces activités et spectacles, il y a les séances de lecture publique et les concerts donnés à l'occasion des fêtes religieuses, dont Noël.

¹³ Les activités de ce groupe ont une ampleur telle, en 1961, qu'une bourse est instituée à même les profits tirés de ses représentations publiques. En 1962, elle permettra à des talents musicaux locaux d'aller passer deux semaines au Canadian Amateur Music Makers Camp.

¹⁴ Le Manoir du Saguenay est situé dans la section nord du quartier Sainte-Thérèse. Il sert de résidence aux célibataires et aux invités spéciaux de l'Alcan, en plus de servir de «club social» aux dirigeants de la compagnie. Il est au cœur du quartier des cadres (Noppen et Morisset, 1994).

¹⁵ La «Lending Library» est mise sur pied, en 1928, par le révérend Campbell de la United church of Arvida. Au départ, elle reçoit 200 livres prêtés par la bibliothèque de l'Université McGill qui, par la suite, les échange à tous les trois mois. S'ajouteront des titres, achetés ceux-là à partir de l'argent tiré de la location de ces livres prêtés (*The Arvidians*, 18/09/28).

¹⁶ Il s'agit de Dana Bartholomew, qui est aussi membre des conseils d'administration du Musée et de l'Orchestre symphonique de Montréal. Au début des années 1960, il soutient toujours financièrement la bibliothèque pour l'achat de livres. Aujourd'hui, en son honneur, une des salles de la bibliothèque de Jonquière (succursale d'Arvida) porte son nom.

¹⁷ En 1995, l'existence d'une classe d'immersion, *anglaise celle-là*, pour les élèves de niveau maternelle de l'école anglo-protestante, met en perspective les changements radicaux qu'a connus cette communauté au cours des trente dernières années.

¹⁸ Il s'agit du père John Armour qui devait décéder au début de l'été 1994 alors qu'il était toujours, 32 années plus tard, le curé de la paroisse Sainte-Thérèse d'Arvida, devenue Jonquière depuis.

¹⁹ Il s'agit du père Borowich qui devait décéder en 1994 alors qu'il offrait encore en 1993 des services religieux au sein de l'école St-Patrick. Il était polonais d'origine et fut recruté en France, en 1955, par l'Église catholique afin d'offrir les services religieux aux immigrants d'origine slave. Il offrait toujours des services religieux. Avant lui, ces services étaient offerts par un autre prêtre, lui aussi d'origine slave.

²⁰ «Le premier conseiller élu qui ne travaillait pas à l'Alcan le fut en 1960» (Carrier, interrogé dans «Arvida, la ville de l'Alcan», Ringuette et Bélanger, dans la revue *Saguenayensia*, 1977).

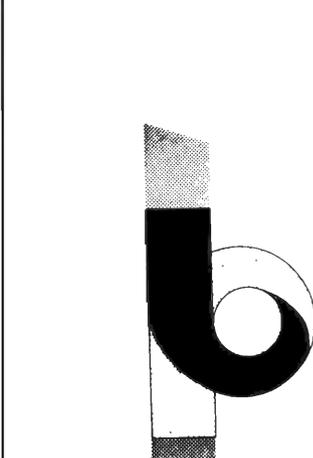
²¹ Ce regroupement de propriétaires existe non seulement sur une base municipale mais aussi sur une base

religieuse. Les protestants, des dirigeants de l'Alcan pour plusieurs, ont des intérêts à protéger une fois la ville devenue «indépendante» de la compagnie. C'est du moins ce que laissent croire les buts avoués de cet organisme qui sont de défendre les intérêts des propriétaires protestants aux niveaux municipal et scolaire, notamment, par la nomination de candidats aux élections.

²² Ce dossier fut l'objet d'une très longue bataille entre anglophones et francophones. Les premiers souhaitaient obtenir une station de télévision en anglais avant que les seconds n'obtiennent l'accès à une deuxième chaîne en français. En 1962, plus de 500 sympathisants, venus de partout dans la région, se réunissent pour appuyer cette revendication et procèdent à la mise sur pied d'un comité. Ils vont obtenir cette station de télévision en 1976.

²³ Sur les 300 membres que compte l'association en 1965, 65 ou 22% sont des anglophones.

²⁴ En 1948, tous les matins, un bulletin de nouvelles d'une durée de 15 minutes est diffusé en langue anglaise. S'ajoutent un temps de prière en début de soirée et le «Dance hour» entre 23 et 24 heures (*The Saguenay Post*, 22/10/48).



**CENTRE RÉGIONAL
DE LA RÉNOVATION**

**Potvin &
Bouchard** INC

JONQUIÈRE - CHICOUTIMI - ALMA

Le Patro de Jonquière a 50 ans

par
Serge Boire

En 150 ans d'histoire, Jonquière a vu défiler une longue liste de réalisations belles et riches en rebondissements. Celle du Patro de Jonquière est sûrement une des plus marquantes et des plus ancrées dans son milieu. Et ce, encore aujourd'hui, 50 ans après sa fondation.

Fruit d'une lente gestation, c'est l'abbé Raymond Larouche qui commence l'oeuvre en 1943 et dote Jonquière, l'été, d'une organisation de terrains de jeux (O.T.J.). Deux ans plus tard, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les religieux de la communauté Saint-Vincent-de-Paul prennent la relève des terrains de jeux. Et l'idée de doter Jonquière d'un centre communautaire de loisirs permanent pour les jeunes commence à germer. Le frère Lucien Paquet, le père Jean Paquin ainsi que les frères Roland Miller et Léger Darveau réussissent à amasser argent et énergies pour inaugurer, le 8 décembre 1947, le Patro de Jonquière.

À ses débuts, l'équipe s'est installée dans la salle publique de Jonquière, endroit qui abrite aujourd'hui le Café-Théâtre Côté-Cour. Cet été de 1947, pas moins de 900 jeunes le fréquentent. Mais avec autant d'inscriptions, les religieux de Saint-Vincent-de-Paul songent déjà à construire un endroit plus vaste pour accueillir toute cette marmaille. Endroit où l'on pourra offrir plus d'activités. 307 000\$ sont nécessaires pour réaliser le projet. L'Évêché de Chicoutimi prête 250 000\$, 30 000\$ sont amassés par souscription populaire et le solde est fourni par La Fabrique Saint-Dominique.

Le grand rêve

Le 18 juin 1950, c'est le grand jour. Les Patros de Montréal et Québec débarquent à Jonquière pour l'inauguration officielle de l'édifice actuel du Patro. Sports, gymnastique, théâtre, fanfares et activités familiales peuvent avoir lieu avec plus d'aisance dans le grand gymnase qui fait le bonheur des jeunes.



L'édifice du Patro vers 1950.
Source: Père Gérard Couture, *Le Patro, mon héritage* (album-souvenir du 50e anniversaire). Jonquière, *Le Patro de Jonquière inc.*, 1996, p. 12.

Mais ceux-ci en redemandent et là, ce n'est pas rien. On rêve d'une piscine. Qu'à cela ne tienne, la vieille cabane rouge qui abritait jadis l'O.T.J. est déménagée et on remplit d'eau son solage. En 1951, la première piscine du tout Jonquière voit le jour! Ce qui donne suffisamment d'énergies aux jeunes pour s'adonner à la gymnastique ou encore parader aux rythmes de la fanfare du Patro qui fait résonner ses premières notes en 1953. En cette même année et jusqu'en 1956, les responsables du Patro élargissent leur mission et se font enseignants pour une soixantaine de jeunes qui ont été

refusés à l'école d'apprentissage et de métier.

Avec l'équipement et les services dont ils bénéficient, les jeunes n'ont pas de quoi se plaindre. Mais les frères, eux, pensent qu'il serait bénéfique de disposer d'un endroit en pleine nature où des camps d'été pourraient s'organiser. Après de nombreux délais, on en arrive finalement à acquérir un terrain sur le bord du lac Kénogami où l'on construit plusieurs chalets. Dès l'été suivant, la *Colonie du Lac Kénogami* voit le jour et les vacances estivales deviennent ainsi plus agréables au nouveau *Kéno-Patro*.

Depuis ses débuts, le Patro a vu défiler bon nombre de projets. Tantôt il abritera un bureau de poste, un kiosque à journaux et même une salle de quilles.

En 1960, les religieux s'engagent dans un important processus d'évaluation et font le bilan des 13 dernières années quant aux services offerts à la jeunesse jonquéroise. Ils s'octroient un «A+» pour ce qui est de la diversité des loisirs mais n'obtiennent pas la note de passage en ce qui a trait à la formation. «L'oeuvre n'est pas une garderie ouverte pour préserver la jeunesse des multiples périls qui l'entourent (...) elle est essentiellement une maison de formation du jeune homme chrétien, père de famille et citoyen...», peut-on lire dans le recueil du quarantième anniversaire.

Les années 60 à 70 sont donc celles du changement. Et le plus bel exemple est la fondation du Patro des Filles,

jusqu'ici ignorées. Mais ce projet est concrétisé grâce à l'intervention d'un groupe de parents qui souhaitent que leurs filles aient elles aussi accès à des loisirs jusqu'ici réservés aux jeunes garçons. À l'été de 1962, trois membres des *Compagnes de Saint-Vincent-de-Paul*, l'aile féminine de la communauté, débarquent à Jonquière et mettent la main à la pâte. Elles décident de s'installer dans l'ancienne salle publique de Jonquière, là même où était né le Patro des garçons, 15 ans plus tôt. Signe que le besoin est criant, pas moins de 500 jeunes filles s'inscrivent en cet été de 1962 et, en moyenne, 300 d'entre elles fréquentent quotidiennement le Patro féminin. Il faudra cependant attendre encore 13 ans pour que s'installe définitivement la mixité. Ce n'est donc qu'en 1975 que garçons et filles foulent ensemble le sol de l'édifice de la rue Saint-Dominique.

Avec l'arrivée de la gent féminine, la fin des années 70 et les débuts des années 80 seront celles de la famille. Mais ces années sont aussi celles de l'inquiétude financière, les subventions n'augmentent pas au même rythme que les dépenses. On réajuste le tir et une collaboration encore plus solide avec la Ville de Jonquière et son Service des loisirs s'installe, au profit de tous.

Le Patro d'aujourd'hui

50 ans après ces premiers balbutiements, le Patro de Jonquière veille encore à l'éducation et aux loisirs des jeunes jonquiérois. La génération actuelle, en quête de liberté, s'est détachée du Patro et de ses activités encadrées. Le Patro s'est ajusté à cette nouvelle réalité et est allé les rejoindre là où ils sont, dans la rue... Depuis 1993, les travailleurs de rues du Patro sillonnent le centre-ville de Jonquière et interviennent auprès d'un peu plus de 600 jeunes. Un besoin bien contemporain auquel le Patro a su s'adapter.

De même en est-il avec l'Alternative-Café. Une maison de jeunes que parraine le Patro depuis son ouverture le 18 novembre 1996. Cet endroit «hot et super cool», selon les dignes propos de la clientèle, correspond à ce besoin d'avoir un endroit de rencontre où les jeunes peuvent s'adonner à plusieurs activités non encadrées.

Ces derniers mois, l'Alternative-Café a connu de sérieux problèmes financiers. Les programmes gouvernementaux d'embauche de personnel sont arrivés à échéance. Les 11 intervenants de l'Alternative ont continué à travailler bénévolement mais l'inévitable est arrivé. La maison de jeunes a fermé. Ceux-ci se sont retrouvés à nouveau dans la rue mais cette fois pour manifester contre cette décision. Les pressions ont porté fruit et l'endroit est maintenant rouvert, à personnel réduit. Le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir une dernière subvention à la condition que le milieu jonquiérois assure le service à l'échéance. La direction du Patro s'acharne actuellement à trouver des partenaires susceptibles d'investir dans ce service. Ville de Jonquière et le gouvernement du Québec sont dans la mire. Parce que l'objectif du Patro est que ce Café ne nécessite pas d'investissements de sa part. On en a déjà plein les bras à tenter de trouver du financement à chaque année pour assurer les services et payer les factures du Patro comme tel. Cette année, Centraide avait décidé de ne plus verser sa contribution annuelle, prétextant que le Patro était maintenant assez mature

pour s'autofinancer. À force de pressions et budget annuel en main, le directeur général du Patro, Émile Lafond, a réussi à forcer l'organisme à revenir sur sa décision.

Voilà donc pourquoi l'Alternative devra elle aussi trouver son financement. Le père Lafond se retrouve encore en quête d'âmes charitables devant l'attachement des jeunes à ce lieu.

Bien à plaindre celui qui osera donc fermer à nouveau l'Alternative-Café. Signe clair que le Patro a bien réussi, en cinquante ans, à s'implanter dans son milieu et à devenir un outil indispensable de développement de la jeunesse. Reste à voir maintenant quels seront les défis et besoins qui attendent le Patro à l'aube d'un nouveau siècle...

Sources

- Le Patro de Jonquière, 40 ans ça se fête* (album-souvenir du quarantième anniversaire du Patro). Textes rédigés par le père Gérard Couture.
 Père Gérard Couture, *Le Patro, mon héritage* (album-souvenir du 50e anniversaire). Jonquière, Le Patro de Jonquière inc., 1996.



Des jeunes manifestant pour conserver leurs services à l'Alternative-Café.
 Source: La Primeur, photo Gratiem Tremblay.

Il s'en est fallu de peu...

par
Aimé Gagné

Au mois de mai 1996, on a célébré à Jonquière le 50^e anniversaire de la fondation du *Centre de recherche et de développement Arvida*. Il s'en est fallu de peu que cet anniversaire ne soit jamais souligné.

Quelques années plus tôt, en 1977 pour être plus précis, une décision était prise qui aurait pu avoir de sérieuses conséquences pour toutes les parties en cause, soit celle de fermer le *Laboratoire de recherche d'Arvida*, c'était alors son nom, pour tout transférer, armes, bagages et cerveaux à l'autre laboratoire de l'Alcan à Kingston. Avec un tel exode de cerveaux, la région du Saguenay allait être la grande perdante. Mais, heureusement, les Saguenéens veillaient au grain et ne l'entendirent pas ainsi; ils serrèrent les rangs et réagirent rapidement.

Afin de bien saisir l'impact d'une telle décision, un bref rappel historique s'impose. Pour ce faire, je vais m'inspirer de notes publiées en 1996 dans l'édition spéciale de *Recherche nouvelles* sous la signature de Myriam Potvin, conseillère en communication.

Le *Laboratoire d'Arvida*, nom sous lequel à ses débuts était connu le présent centre de recherche et de développement, fut fondé le 1^{er} janvier 1946. Il était alors une composante d'*Aluminium Laboratories Limited* fondé vers 1937. Cette dernière division poursuivait les recherches pour le compte d'*Alcan Aluminium Limited*, en Angleterre, en Ontario et au Québec. Jusqu'en 1996, cette division sera connue sous le nom d'*Alcan Aluminium Laboratories*.

Ces trois laboratoires avaient pour mission d'effectuer des recherches en énergie électrique et en géologie, de

diriger le service du génie ainsi que de coordonner les recherches et les travaux techniques de l'Alcan.

Lors de la création du laboratoire d'Arvida, en 1946, l'Alcan comptait déjà, comme je viens de le mentionner, deux autres importants laboratoires de recherche. Le premier se trouvait à Banbury, dans l'Oxfordshire, en Angleterre, alors que le second était situé au Canada, à Kingston, Ontario. À ce dernier endroit, l'Alcan possédait déjà une importante usine de transformation de l'aluminium. Cette usine avait été construite durant le dernier conflit mondial afin de satisfaire aux besoins en pièces d'aluminium coulées ou forgées des armées alliées luttant contre celles de l'Axe (Allemagne, Italie et Japon).

Le champ d'action du laboratoire d'Arvida était la recherche dans certains domaines: procédé Bayers (en particulier sur le traitement du minerai), sur le procédé Hall-Héroult (électrolyse) ainsi que sur l'analyse métallurgique.

Au moment de sa mise sur pied, le laboratoire occupa des locaux au sous-sol du bureau administratif des usines d'Arvida. Son personnel comptait 29 personnes, soit 22 scientifiques, dont quatre possédaient un doctorat, et sept techniciens.

Moins de deux années plus tard, les locaux s'avèrent trop étroits et on décida d'aménager un édifice entièrement réservé aux travaux de recherche. Construit à proximité des usines locales, il fut inauguré en 1950. Adjacent aux différents unités ou laboratoires proprement dits de recherche, le nouvel édifice comprenait un très bel auditorium pouvant accommoder près de deux cents

personnes. En plus de servir aux colloques scientifiques ou aux réunions du personnel, la direction le mettait à l'occasion à la disposition de quelques organismes locaux, comme le Ciné-Club d'Arvida qui y présenta plusieurs de ses films. On avait également aménagé des bureaux pour le vice-président régional de l'Alcan, M. McNeely DuBose, et pour son personnel affecté à la coordination de la génération d'énergie électrique ainsi qu'à la promotion industrielle régionale; trois ou quatre pièces leur avaient été réservées.

Petit détail architectural intéressant: pour une première fois au Canada, un édifice de cette importance était entièrement recouvert d'un revêtement en aluminium.

Au cours des années, le laboratoire recruta des scientifiques à travers le monde, ce qui contribua pour beaucoup à enrichir la mosaïque culturelle saguenéenne. Mais c'était trop beau pour que cette situation se poursuive encore longtemps. De grands bouleversements s'annonçaient à l'horizon et ils allaient venir troubler la vie des chercheurs ainsi que les premières tentatives d'approche avec le personnel professoral scientifique de la nouvelle Université du Québec à Chicoutimi. Avec l'accord de ses supérieurs, mon bon ami, Louis-Philippe Charette, Dr Sc., avait déjà entrepris d'établir des liens avec cette maison de haut savoir.

Durant les 21 années que j'ai travaillé à Arvida, entre 1943 et 1964, mes fonctions m'amènèrent à avoir des contacts suivis avec certains cadres du laboratoire arvidien; ce qui me permit de suivre son évolution et de m'y intéresser d'assez près, d'autant plus que M. Harry L. Collins, son directeur

durant de très nombreuses années, fit partie du *Comité consultatif régional des relations publiques* pour le groupe Alcan au Saguenay—Lac-Saint-Jean et dont j'étais moi-même un membre actif.

Si son directeur était assez bien intégré au milieu et se plaisait à Arvida, il n'en était pas de même pour tous ses collègues scientifiques. Bon nombre d'entre eux n'étaient pas des plus heureux à Arvida et certains même ne se gênaient pas pour le faire savoir. À mots couverts, ils disaient souhaiter poursuivre leur carrière à Kingston ou même à Banbury. Le milieu socio-culturel saguenéen à prédominance francophone ne leur souriait pas trop. Aussi, se faisaient-ils les promoteurs silencieux d'un transfert éventuel du laboratoire d'Arvida à celui de Kingston. C'est ce qui devait finalement arriver!

Au cours des années 1977 et 1978, la direction de l'Alcan annonçait sa décision de fermer le laboratoire d'Arvida et de regrouper toute la recherche à Kingston. L'annonce en fut faite aux employés le 8 juin 1977. Si bon nombre d'employés, scientifiques comme techniciens, furent bouleversés, renversés par cette décision, certains scientifiques, dont je viens de parler précédemment, se réjouirent à l'idée de tout regrouper à Kingston. Enfin, ils allaient poursuivre ailleurs leur carrière, n'était-ce pas ce qu'ils souhaitaient depuis longtemps. Aussi, certains d'entre eux s'appliquèrent-ils à justifier la décision et, parfois même, d'en amplifier les raisons. Par contre, l'ensemble des employés de même que les chefs de la communauté politique, universitaire, scientifique et socio-économique régionale ne l'entendirent pas ainsi, sans parler de quelques cadres de l'Alcan, dont mon ami Charette, aux racines saguenéennes profondes.

À ce moment-là, j'étais rendu au siège social de l'Alcan à Montréal depuis déjà 13 années. Je faisais partie du personnel de direction de la *Société d'électrolyse et de chimie Alcan*, (SÉCAL). J'avais de la difficulté à saisir la justification d'une telle fermeture, en particulier certaines des raisons invoquées. Avec certains de mes collègues, je n'hésitais pas à remettre en question cette décision.

Tout en défendant cette décision à l'extérieur, responsabilité qu'exigeaient mes fonctions, je me demandais, avec quelques collègues, ce que nous pourrions faire pour amener la direction à revenir sur sa décision.

Je réalisai que les raisons que j'invoquais en réponse aux demandes de renseignements des médias passaient plus ou moins la rampe. Elles ne semblaient pas très convaincantes. C'est, entre autres, un de mes bons amis journalistes, M. Bertrand Tremblay, rédacteur en chef du *Quotidien* de Chicoutimi qui, dans un court éditorial, me le fit sentir:

«Je comprends que les gens ne soient pas contents de l'annonce du départ du Centre de recherche d'Arvida pour Kingston, j'admets que nous avons une responsabilité morale face à la région, mais les gens doivent aussi comprendre qu'une compagnie a le droit de modifier ses objectifs et que vient un moment où c'est l'aspect économique qui prime. C'est ce qui est arrivé avec le Centre de recherche. C'est le vice-président de SÉCAL (Société d'électrolyse et de chimie Alcan) M. Aimé Gagné, qui exprime ainsi son opinion dans la dernière édition du Jour...

«Monsieur Gagné connaît bien notre région qu'il a habitée durant une vingtaine d'années avant d'être muté au bureau-chef. Il fut toujours un défenseur sincère des intérêts régionaux et j'ai la conviction qu'il fut le premier grand patron de cette entreprise canadienne au rayonnement universel à plaider la conception de «la responsabilité sociale» auprès de la haute direction.

«Mais la puissance de conviction de cet ancien citoyen d'Arvida ne parvient pas à me faire admettre la «rentabilité économique» d'une telle décision au profit de l'Ontario.»

Il me faut bien reconnaître qu'il avait un peu raison.

Un jour, n'y tenant plus, je pris la décision d'en discuter très ouvertement avec mon supérieur immédiat, M.

Roger Phillips, même si lui-même favorisait le transfert du laboratoire. Je lui exprimai ma difficulté à appuyer cette décision, laquelle à la longue, selon moi, ne pourrait que causer de sérieux maux de tête à la compagnie. Aussi, je crus de mon devoir de faire de nouveau pression auprès de la direction.

Je lui fis part de la démarche que j'entrevois entreprendre auprès de la direction d'Alcan-Canada. Je m'excusai à l'avance auprès de lui du geste que j'allais poser; à moins qu'il m'y autorise, j'allais faire ce que je n'avais jamais fait jusqu'alors, contourner mon supérieur et me rendre directement chez le président de l'Aluminium du Canada Ltée, M. David M. «Dave» Culver. Il m'apparaissait important de lui exposer mon point de vue, comme de lui faire part de mes craintes à voir la compagnie s'enliser dans une décision qui pourrait lui être très nuisible. Je désirais également me faire un peu l'interprète de la communauté saguenéenne et, si possible, le convaincre de revenir sur sa décision. Je tenais aussi à lui expliquer pourquoi je trouvais de plus en plus difficile de justifier publiquement le transfert du laboratoire vers Kingston car, selon moi, les raisons données ou invoquées jusque-là se justifiaient difficilement.

Roger Phillips me laissa libre d'agir comme bon me semblait. Je crois que c'était la première fois de ma carrière que je me voyais aussi confronté à une décision de l'Alcan. Elle ne me causait pas un problème de conscience. Toutefois, je croyais que la compagnie se devait, dans les circonstances, de faire preuve de responsabilité sociale et de manifester une certaine reconnaissance à l'endroit des 250 000 Saguenéens qui avaient contribué, de près ou de loin, aux succès de la compagnie depuis son établissement au Saguenay en 1926. Voilà où j'en étais lorsque je sollicitai finalement une rencontre personnelle avec le président d'Alcan-Canada.

M. Culver, comme toujours, me reçut très amicalement et il m'écouta attentivement. J'eus l'impression qu'il apprécia ma démarche auprès de lui. Quelques jours plus tard, il réunissait quelques personnes concernées par l'avenir du laboratoire. Il m'invita à

me joindre au groupe. En nous convoquant, il nous avait dit vouloir faire un dernier tour de table.

Après avoir entendu le point de vue de chacun, il devait conclure un peu en ces termes, si ma mémoire m'est fidèle:

«Le laboratoire d'Arvida ne fermera pas, certaines fonctions seront sans doute transférées à Kingston, mais nous allons lui donner une nouvelle vocation. Et, devait-il ajouter, des travaux de recherches valables seront entrepris.»

Si j'ai bonne souvenance, cette décision ne fut pas chaudement applaudie par la majorité des personnes présentes. Pour ma part, j'étais rassuré. Toutefois, ce que je ne savais pas et que je n'apprendrai que beaucoup plus tard, c'est qu'avant de convoquer cette réunion, M. Culver avait déjà plus ou moins pris sa décision. Près de 20 années plus tard, je devais presque en avoir la confirmation.

En effet, quelques jours avant les célébrations du 50^e anniversaire, je rencontrai le 9 mai 1996 au Château Champlain, à Montréal, M. Culver à l'occasion de la réunion annuelle des actionnaires de Sodisco, dont il est un des principaux bailleurs de fonds. Au cours de notre bref entretien, il fut question du Centre de recherche et je lui fis part que j'allais participer la semaine suivante aux célébrations inaugurant les fêtes de son 50^e anniversaire de fondation. Sur ce, il me dit un peu à la blague:

«Savez-vous, Aimé, nous devrions changer le nom du Centre et lui donner plutôt celui de Centre Tremblay, car les écrits du rédacteur du Quotidien n'auront pas été sans exercer une certaine influence sur mon éventuelle décision. D'ailleurs, devait-il s'empresser d'ajouter, M. Paul Leman, alors président de la compagnie-mère, m'avait, dans un aparté, soufflé à l'oreille, «You should listen, Dave», ce que je fis avec le résultat que vous connaissez.»

Dès la première annonce du transfert du Centre, la région semobilisa et s'opposa avec véhémence à l'exode des cerveaux que la fermeture du

laboratoire allait amener et elle ne ménagea aucune démarche, aucune pression auprès de la direction de l'Alcan, sans parler auprès des autorités gouvernementales québécoises.

Les médias se chargèrent d'exprimer publiquement l'opposition ferme ainsi que les exigences de la région. Un de ceux qui l'exprimèrent le mieux fut à mon sens M. Bertrand Tremblay, alors rédacteur en chef du journal *Le Quotidien*, de Chicoutimi. Il écrivit de nombreux éditoriaux percutants, lesquels, il apparaît aujourd'hui, n'auront pas été sans amener la direction de la compagnie à s'interroger sur la sagesse de sa décision.

De tous les éditoriaux que rédigea et publia *Le Quotidien*, de Chicoutimi, je me souviens, notamment, de celui-ci intitulé: «L'Alcan nous fait subir la victoire des "Anglais"» dans lequel Bertrand Tremblay devait, selon moi, faire des commentaires percutants appelant à de sérieuses réflexions. Qu'on me permette d'enciter quelques extraits.

Toutefois, afin de mieux apprécier ces commentaires, il est à propos de les replacer dans leur contexte. Au moment où la décision de transférer le laboratoire est prise, le Québec est, pour une première fois, dirigé par un gouvernement souverainiste. De plus, l'annonce de l'Alcan survenait à quelques semaines de l'adoption de la *Charte de la langue française* (Loi 101). Il faut donc tenir compte de ce climat socio-politique pour mieux saisir ou apprécier les propos de M. Tremblay.

«Aujourd'hui, certains anglophones ne digèrent tout simplement pas les orientations du nouveau gouvernement péquiste, et ils nourrissent les plus grandes inquiétudes à l'endroit du projet de loi conçu par le Dr Camille Laurin, ministre d'État au développement culturel, sur la charte de la langue...

«J'ai pourtant la conviction que les anglophones du Québec conserveront leurs institutions et la possibilité de s'épanouir dans leur propre culture, malgré la Charte de la langue française...

«Mais à l'Alcan, malheureusement, le seul secteur qui m'apparaît vulnérable aux préjugés charriés contre les aspirations justifiables des Québécois respectueux des minorités, c'est celui de la recherche...

«Tandis que les francophones ont réussi à s'infiltrer un peu partout dans les postes de confiance de l'Alcan, le secteur de la recherche leur a toujours été hermétiquement fermé... (sic)

«Après 30 ans, on cherche vainement les francophones parmi les gradés du centre de recherche. Non vraiment, non seulement ces emplois rémunérateurs et prestigieux semblent interdits aux plus brillants produits de nos universités, mais on décide maintenant de les soustraire, en échange de quelque 400 postes inférieurs à la future aluminerie de Grande-Baie...

«Les présidents David M. Culver d'Aluminium du Canada, Ltée, et Roger Phillips, de la Société d'électrolyse et de chimie du Canada (sic), figurent parmi les anglophones les plus positifs à l'endroit du Québec dans toute l'industrie nord-américaine...

«Mais ils ont dû satisfaire aux exigences de sous-ordres frustrés, désireux de fuir leur situation de minoritaires dans un Québec français pour retrouver leur sécurité dans la majorité anglophone de la province voisine.»

Nouvelle vocation

À peine trois mois après l'annonce du transfert du laboratoire, l'Alcan annonçait officiellement, le 30 septembre 1977 qu'elle revenait sur sa décision et qu'une nouvelle vocation allait être donnée au centre de recherche d'Arvida.

Très encouragé par cette annonce, M. Tremblay s'empressa, le 3 octobre 1977, de commenter la décision de l'Alcan. Voici un court extrait de son éditorial de ce jour:

«En avouant que «les préoccupations exprimées par le personnel

de l'Alcan au Saguenay, par la collectivité et par les gouvernements à tous les niveaux» l'ont incitée à reconsidérer son projet de fermeture du Centre de recherche d'Arvida pour la fin de 1978, l'Alcan confirme l'importance primordiale qu'elle accorde à l'avantage de posséder son propre réseau hydro-électrique et à sauvegarder des bonnes relations avec ses employés et la population régionale.

«L'Alcan qui a su toujours si habilement pressentir les aspirations des Québécois, (rappelez-vous qu'elle a devancé de plusieurs années les lois 22 et 101 sur la langue) a eu la lucidité de reconnaître une erreur de planification juste à temps, soit avant de s'embourber dans une condamnation irréversible. Le conseil d'administration, qui vient justement de porter à son sommet le nouveau numéro 2, le parfait bilingue David M. Culver, a posé un geste sage et d'une rentabilité certaine à long terme.»

Et il devait terminer sur cette réflexion:

«La population régionale verra dans la reconfortante décision de l'Alcan l'influence d'esprits perspicaces, de véritables visionnaires de l'évolution socio-économique du Québec.»

En dépit de la nouvelle décision de l'Alcan, une période de flottement allait suivre durant laquelle la plupart des mandats d'Arvida, entre autres, dans les secteurs des matières premières et d'électrolyse (réduction), étaient déplacés vers Kingston ainsi que plusieurs chercheurs. Ces transferts ne se poursuivirent pas très longtemps, car au cours de l'année suivante, le laboratoire d'Arvida se donna une nouvelle raison sociale, soit le *Laboratoire de recherche appliquée et centre de génie expérimental*

accompagnée d'une nouvelle mission ou vocation qui visait essentiellement l'analyse et l'électrolyse. Dans ce dernier secteur, le laboratoire allait concentrer ses efforts sur la fabrication des électrodes de carbone et sur le développement des cuves.

Avec l'entière collaboration de tous les employés sans exception et de la direction du syndicat local, le laboratoire connu, entre 1980 et 1985, une période intense de croissance. La raison sociale était de nouveau changée vers 1985 afin de refléter la nouvelle vocation élargie du *Centre de recherche et développement Arvida*. On entreprit alors de rapatrier le groupe Matières premières du Laboratoire de Kingston. Seuls quelques employés de ce secteur demeurèrent à Kingston, bien que leurs activités fussent intégrées à celles du groupe Arvida. La direction de l'Alcan avait tenu parole!

Les travaux de recherche prirent tellement d'ampleur entre 1989 et 1993, qu'il devint nécessaire à trois reprises d'agrandir les locaux, de recruter de nouveaux chercheurs et d'établir des ponts constants avec les chercheurs de l'Université du Québec à Chicoutimi. Les relations entre l'Alcan et l'Université sont de nos jours de plus en plus étroites.

La nouvelle vocation du Centre de recherche allait faciliter le recrutement de nombreux scientifiques de toutes origines culturelles, francophones et allophones. Tous ces scientifiques allaient faire de cet établissement de recherche et de développement scientifique le plus important du genre au sein de l'Alcan.

Depuis 1988, le *Centre de recherche et développement Arvida*, est dirigé par un autre francophone, le Dr Pierre Tremblay, originaire de la région du Saguenay. Entre 1979 et 1984, il fut également dirigé par un francophone, M. François Ameye, ingénieur professionnel d'origine française et

présentement coordonnateur du projet de la future grande usine d'électrolyse d'Alma, au Lac-Saint-Jean.

En rendant hommage à tous ses collaborateurs lors de l'inauguration des fêtes du 50^e anniversaire au mois de mai dernier, le directeur du Centre, le Dr Tremblay, rappela que:

«Le CRDA s'appuie d'abord et avant tout sur la compétence de ses employés. Celle-ci couvre l'ensemble du champ d'action et comprend non seulement la science des phénomènes fondamentaux, mais également la connaissance des techniques d'exploitation.»

Il devait préciser que:

«Au-delà de ces orientations générales, très évidentes, le Centre doit demeurer capable d'attirer des scientifiques de haut calibre, car sans eux, il n'existe plus. Les possibilités de carrière, la valeur des programmes et l'équipement mis à la disposition des chercheurs sont des facteurs importants d'attraction; mais de plus en plus, tous les aspects de la qualité de vie au Saguenay seront pris en considération par les jeunes scientifiques. Dans ce contexte, le CRDA sera de plus en plus tributaire du développement économique régional.»

Avec le recul du temps, je me demande si la perspective de transférer le Centre de recherche d'Arvida n'aura pas été en somme une bonne chose, puisqu'elle aura permis aux deux communautés alcanienne et sagueenienne de réaliser combien elles étaient étroitement liées ensemble et, qu'en définitive, elles tenaient l'une à l'autre. Pour ma part, je n'aurai pas été sans remarquer l'influence positive et bénéfique des médias quand ceux-ci épaulent efficacement et intelligemment les aspirations de leur communauté.

Alcan et Jonquière

par
Stéphane Girard

Ce texte traitera des débuts d'Alcan dans notre région avec la construction de centrales hydro-électriques et de l'usine Arvida de Jonquière. Nous aborderons également le rôle important d'Arthur Vining Davis chez Alcoa, en plus de son implication dans la fondation d'Arvida et de son usine. Ensuite, il sera très intéressant de voir les chiffres concernant la production d'aluminium chez Alcan pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour terminer, nous vous parlerons des années 50 jusqu'à nos jours, et des événements qui ont marqué cette période, et de ce que réserve l'avenir pour l'usine Arvida de Jonquière.

Les débuts de l'aluminium dans la région

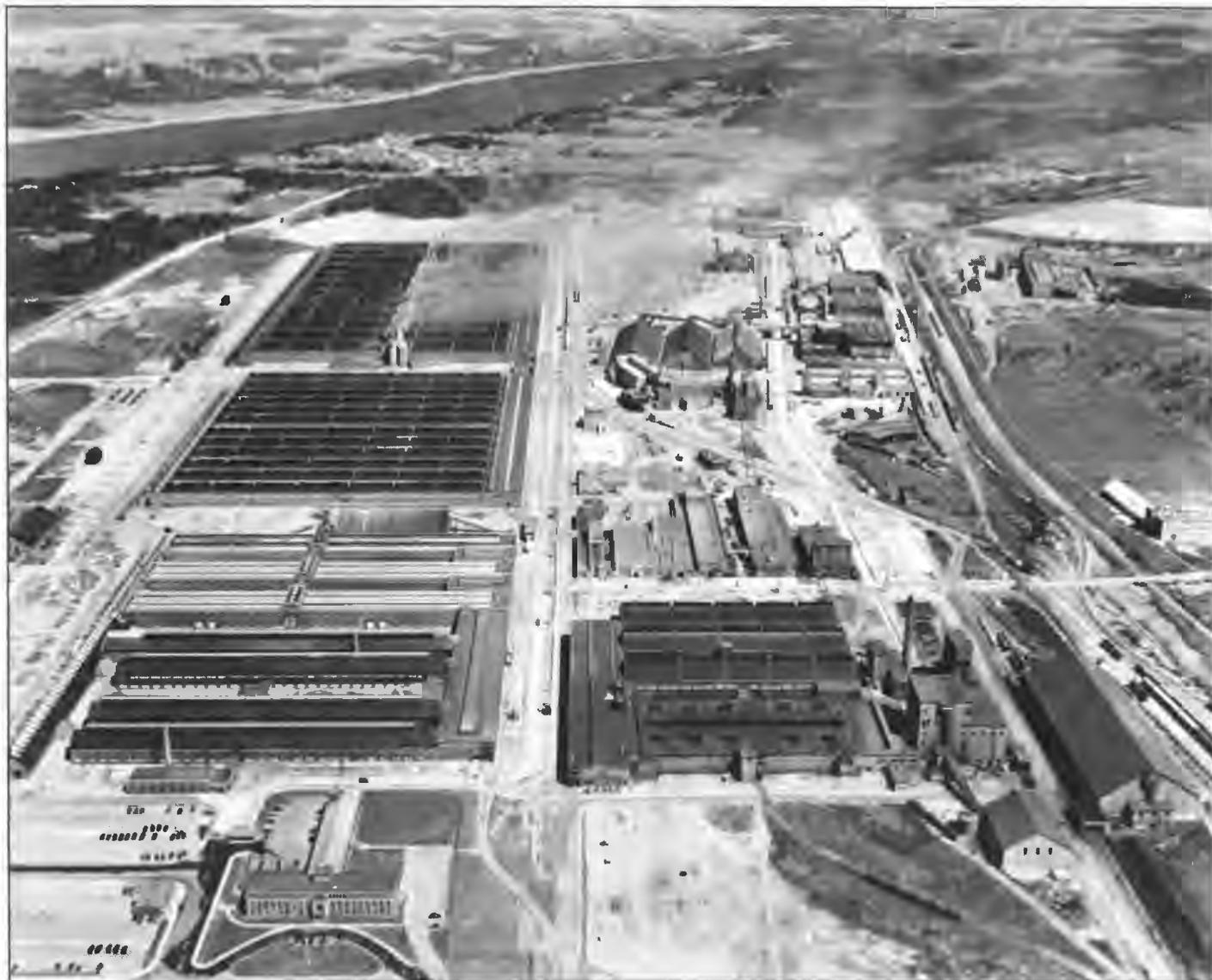
Comme le reste du Québec, la région a connu deux essors industriels dans son histoire. Le premier essor toucha la région au XIXe siècle avec l'arrivée de l'exploitation forestière et de la pulpe (ex: la Pulperie). Tandis que le second essor toucha la région au début du siècle actuel. Cette fois-ci, il s'agissait des usines de papier, d'aluminium et des centrales hydro-électriques qui modifièrent le décor de la région. Price et Alcoa seront les deux principaux acteurs dans l'implantation d'usines dans notre région. Alcoa considérait que la région possédait un

immense réseau hydrographique permettant d'obtenir une source d'énergie à des coûts raisonnables. De plus, la main-d'oeuvre était abondante et bon marché.¹

La construction d'Isle-Maligne, un projet qui a coûté 55 millions \$, comparativement aux revenus de 26 millions \$ du gouvernement québécois, montre bien l'intérêt que porte la grande industrie à notre réseau hydrographique. Ce projet d'envergure pour l'époque fut terminé en 1925.² Construit en coopération entre Duke³ et Price, Isle-Maligne donnera 40% de son énergie pour les besoins de l'usine Riverbend. Le reste sera acheté par



*Les débuts des travaux d'Arvida, en 1926.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 10706.*



Les usines d'aluminium de l'Alcan, à Arvida, en 1950.
Source: ANQC, coll. de la SHS, carton 2679.

Alcoa, car Arthur Vining Davis et James Buchanan Duke fusionneront pour former Alcoa-Duke-Price le 15 avril 1925. Par contre, avant de construire l'aluminerie, il demeure un projet qui doit être accepté par le gouvernement du Québec. Il s'agit d'avoir l'approbation pour la construction d'une autre centrale hydroélectrique, soit celle de Chute-à-Caron qui nécessitera 75 millions \$ d'investissement. L'approbation du gouvernement Taschereau vint en 1925 et les travaux débutèrent en juin de cette même année. Du même souffle, une aluminerie prendra forme dans le secteur du rang des Radins (Jonquière). Le site pour la construction de l'usine d'aluminium sera suggéré par Edwin S. Fickes (ingénieur chez Alcoa) qui jugeait le plateau près de Jonquière

mieux adapté pour recevoir une usine d'aluminium que La Baie ou Chicoutimi, car les terrains étaient jugés trop accidentés. L'usine sera finalement construite le 27 juillet 1926. Tranquillement, une nouvelle ville naîtra pour porter le nom d'Arvida en l'honneur du président d'Alcoa (Arthur Vining Davis).⁴

Arvida pour Arthur Vining Davis

Personnage important d'Alcoa (Alcan), Arthur Vining Davis a marqué l'histoire de cette compagnie et de Jonquière.

Il a marqué l'histoire d'Alcoa en tant que président de cette compagnie de 1910 à 1957. Arthur V. Davis a

débuté avec la compagnie en 1888, comme assistant du chercheur Charles Martin Hall qui découvrit le principe électrolytique nécessaire à la production d'aluminium. Arthur Vining Davis participa pendant 69 années aux divers projets d'Alcoa, pour finalement prendre sa retraite en 1957. Il mourra en 1962 à l'âge respectable de 95 ans.⁵

Il a marqué l'histoire de Jonquière et de la région en développant l'hydro-électricité d'ici, tantôt en achetant l'électricité d'Isle-Maligne, tantôt en participant à l'élaboration de la centrale Chute-à-Caron, pour ne citer que ces deux exemples. Arthur Vining Davis, par l'entremise d'Alcoa, a élaboré les plans pour la construction d'une usine et d'une ville; cette ville servira à loger

les employés de la future usine, soit celle d'Arvida. Après avoir reçu les autorisations nécessaires, Arthur V. Davis mit son plan en action pour construire la dite ville. Alcoa acheta aux agriculteurs les terrains nécessaires pour fonder une ville d'environ 30 000 habitants. La ville d'Arvida, une fois construite, sera considérée comme une ville des plus modernes avec sa bibliothèque, ses activités récréatives et ses cours de français donnés aux anglophones qui habiteront Arvida. Seule tache au tableau, le conseil municipal est nommé par la compagnie. Ce régime durera pendant 40 ans, mais en général les habitants étaient satisfaits. Un peu comme à Riverbend et Isle-Maligne (Price), Arvida sera une ville dite de compagnie.⁶

De la Deuxième Grande guerre à aujourd'hui

Un dicton dit: «Le malheur des uns fait le bonheur des autres». Ce dicton s'appliquait bien aux installations d'Alcan pendant la Seconde Guerre. Alors que le conflit se prolongeait en Europe et dans le Pacifique, Alcan parvenait à une entente avec le gouvernement du Canada concernant la production d'aluminium. Le gouvernement prend l'engagement de fournir une part importante d'investissements en plus d'octroyer à la compagnie bon nombres de contrats. Dès lors, Alcan accroît sa production: de 1939 à 1944, la production d'aluminium passe de 75 000 tonnes à 418 000 tonnes par an. Jonquière et la région profiteront grandement de cette augmentation de production. Ils en profiteront par les investissements qu'Alcan fera, soit 100 millions \$ dont une grande partie iront dans les installations de la région. En exemple, l'arrivée de nouvelles salles de cuves qui accroîtront la production à Arvida, production qui passera de 50 000 tonnes à 350 000 tonnes, et ce en 30 mois. Bon nombre de personnes trouveront de l'emploi aux installations d'Alcan. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: il y aura 12 300 travailleurs dans les usines de production (surtout Arvida), la construction de Shipshaw comptera 9 000 travailleurs et celle des

Passes-Dangereuses comptera 2 000 travailleurs. On arrive donc à un grand total de 23 300 travailleurs. Du même coup, la région sera reconnue comme l'endroit où se trouve la plus grande usine d'aluminium au monde, soit à Jonquière.

Après le boum des années de guerre, Alcan investira encore quelques sommes dans les années 50 pour accroître son pouvoir hydroélectrique. Après avoir obtenu les deux centrales d'Isle-Maligne et Chute-à-Caron en 1938, la compagnie aménage trois nouvelles centrales au début des années 50. Il s'agit de Chute-du-Diable qui produira 205 000 kW, de Chute-à-la-Savane avec ses 210 000 kW près de la Péribonka, puis finalement Chute-des-Passes avec ses 750 000 kW. Si on compte le pouvoir électrique des six centrales, Alcan possède un grand total de 2 687 000 kW.⁷

Alcan continuera à faire quelques investissements dans les années 50 et 60. La production se maintiendra en hausse constante jusqu'en 1956. Malheureusement, des heures plus sombres sont à prévoir pour la région et tout particulièrement pour Arvida. Une baisse de la demande d'aluminium, combinée à la construction d'une aluminerie concurrente sur la Côte-Nord, provoquera la fermeture de 7 salles de cuves à l'usine d'Arvida. Par conséquent, environ 1 200 travailleurs seront mis à pied.

Le 17 juin 1957 au matin, la région se lève avec l'annonce d'une grève chez Alcan: les 6 500 hommes qui y travaillent contestaient les nouvelles mises à pied. Pendant les quatre mois que durera le conflit, la région vivra angoissée avec l'espoir que la grève se termine au plus vite, car c'est toute l'économie régionale qui étouffe. Plusieurs commerces fermeront leurs portes et ne se relèveront jamais de cet épisode. Finalement, le 18 septembre, les partis en viennent à une entente. Enfin l'économie pourra reprendre mais les gens d'ici craindront une nouvelle grève. À partir de cette date historique dans les archives d'Alcan et de Jonquière, des mises à pied

successives suivront, comme en 1962 où, à Arvida, 450 travailleurs se retrouvent au chômage en plus des 250 d'Isle-Maligne. Ces mises à pied n'empêcheront pas Alcan de moderniser ses installations et même de construire d'autres usines. En 1976 débute la construction d'une usine à La Baie qui sera terminée en 1982, une autre à Laterrière sera construite en 1991.⁸ À ces nouvelles usines s'ajoute un plan de rajeunissement des installations déjà existantes. Ce plan comprend, entre autres, la fermeture graduelle des cuves Soderberg qui sont trop polluantes, ce qui menace l'existence même de l'usine Arvida. Par contre, Alcan investit beaucoup dans la recherche de nouveaux produits par l'entremise de son centre de recherche à Arvida. On y expérimente de nouvelles cuves APEX et l'on tente de créer et de commercialiser un alliage spécial en aluminium résistant à la chaleur et à l'usure (Dural).

La région et Jonquière doivent s'attendre à la disparition éventuelle de l'usine Arvida dans quelques années. Le temps où Alcan faisait travailler 12 300 personnes à Arvida est révolue.⁹ Aujourd'hui, en 1997, Alcan propose un projet d'usine pour Alma, quelques emplois seront créés, mais rien de plus. La solution réside peut-être dans des usines de transformation de l'aluminium et dans une concertation régionale pour amener des nouveaux capitaux étrangers ou autres. À nous de voir!

Notes

- 1 et 6: Jean-Guy Genest, *Esquisse d'une histoire du Saguenay*, notes de cours, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1992.
- 3: James Buchanan Duke est un riche industriel américain et président d'Imperial Tobacco.
- 2, 5 et 7 Camil Girard et Normand Perron, *Histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, Québec, Institut de recherche sur la culture, 1995. Pages 316-318, 373, 475-476.
- 4, 8 et 9 Russel Bouchard, *Histoire de Jonquière; coeur industriel du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, 150ème Jonquière, Chicoutimi, 1997. Pages 345-346, 453-455.

À travers les archives

Banquets donnés aux employés de M. Dubuc¹ à sa résidence² en 1908, 1909, 1910 et 1911

Texte retranscrit et annoté

par
Louise Bouchard

À³ mon premier voyage⁴ en Europe, on avait eu l'insigne bonheur d'être admis auprès de sa sainteté Pie X, nous obtenions des bénédictions papales pour tous les contremaîtres⁵ qui à cette époque étaient au nombre de 25 au plus.

M D... devait leur remettre à son arrivée comme souvenir de son passage à Rome. À bord du steamer, en revenant au Canada, je suggèrai à votre père d'inviter à dîner ces braves gens et de leur remettre alors leur précieux souvenir.

Voici l'origine des Banquets ouvriers⁶.

La première année⁷ leur nombre ne fut que de 32. Le second banquet 45 jusqu'au dernier en 1911⁸ où ma maison fut complètement remplie, car dans ma salle à manger et mon salon, je réussis à réunir à table 74 convives. Ces agapes je dirai,

1. Julien-Édouard-Alfred Dubuc arrive à Chicoutimi en 1892 pour occuper le poste de gérant de la première Banque Nationale à Chicoutimi. En 1897, il devient directeur-gérant de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, poste qu'il occupe jusqu'en 1923.
2. Sa résidence de style victorien est située au coin des rues Jacques-Cartier et Labrecque.
3. Ce texte a été écrit par Anne-Marie Palardy, la femme de J.-É.-A. Dubuc.
4. Mme Dubuc a fait son premier voyage en Europe du 13 novembre 1907 au 12 janvier 1908.
5. De la Compagnie de pulpe de Chicoutimi et de la Compagnie des Eaux et d'électricité de Chicoutimi pour le premier banquet. Par la suite, ce sont tous les contremaîtres des compagnies subsidiaires à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi qui sont invités.
6. En 1908, par une circulaire envoyée dans les moulins, M. Dubuc avait invité tous les employés à prendre part à un concours où leur intelligence devait jouer un grand rôle. Quatre prix de 25\$ seraient remis aux quatre employés qui auraient fait les meilleures suggestions dans l'intérêt de la C.P.C.
7. La table d'honneur était présidée par M. J.-É.-A. Dubuc, les 2 autres par MM. J.-D. Guay, vice-président de la C.P.C., et F.-X. Gosselin, directeur de la C.P.C.
Les personnes ayant mérité une récompense en 1908 sont: M. Jean Brassard pour l'amélioration aux chars à bois, MM. Ernest Tremblay et Simon Gilbert pour les améliorations aux métiers et M. Adélard Bilodeau pour l'économie dans les déchets du bois.
8. Le cinquième et dernier banquet a eu lieu en 1912. Plusieurs personnes ont pris la parole dont M. Némèse Garneau, président de la C.P.C., Mgr Eugène Lapointe, le révérend père Dréan, père-curé de la paroisse Sacré-Coeur, M. Jos. Tremblay, surintendant de l'usine de Val-Jalbert, M. I. Belleau, avocat de Québec et administrateur de la C.P.C., le Dr Couture, administrateur de la C.P.C. et M. J.-É.-A. Dubuc, directeur-gérant de la C.P.C.

ont toujours eu beaucoup de succès et les discours, les "santés"? Le dîner¹⁰ en général a toujours été si joyeux, si plein de bonne camaraderie que je regrette toujours que ma maison soit trop petite maintenant pour contenir le grand nombre d'employés que M. Dubuc emploie dans ses bureaux et ses usines.

Les journaux¹¹ donne complètement les détails sur ces joyeux événements.

Source: ANQC, fonds Dubuc.

- 9 Le menu de 1912 comportait: *Hors d'oeuvres*: Sardine sur canapé; *La soupe*: Potage jardinier; *Entrée*: Pâtés aux huîtres; *Rôti*: Dindonneaux, pommes de terre et petits pois; *Gibier*: Cailles du Lac des Ilets; *Salades*: Choux rouges; *Dessert*: Charlotte russe et macédoine de fruits; *Fruits*: noix et raisin; *Café*: Sauterne, champagne, cigares et cigarettes.
10. Les santés étaient portées au pape Pie X et au roi, Aux officiers, contremaîtres et ouvriers. Au clergé et à la paroisse du Sacré-Coeur. À la Compagnie de pulpe et son gérant. À la presse. Aux dames.
11. Les détails se trouvent dans *Le Progrès du Saguenay* du 30 janvier 1908, du 25 février 1909, du 11 mars 1910, du 9 mars 1911 et du 22 février 1912

Publié par l'Ordre des ingénieurs du Québec, un ouvrage unique sur les grandes œuvres du génie québécois réalisées depuis 75 ans.

En votre qualité de membre de la Société historique du Saguenay, procurez vous un ou plusieurs exemplaires au prix spécial de **75 \$** (prix en librairie 100 \$) en remplissant ce coupon réponse, accompagné d'un chèque libellé à l'Ordre des ingénieurs du Québec et en le retournant à l'adresse suivante :

OIQ - Livre
2020, rue University, 18^e étage
Montréal (Québec) H3A 2A5

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Téléphone : _____

Nombre d'exemplaire(s) : _____ x 75 \$ = _____ (Taxes et frais inclus)



J.-Euclide Perron
LIMITÉE

De père en fils...

Georges-Henri Perron, Ing. P.
Fernand Perron, L. Sc. C.
André Perron, Ing. P.
Denis Perron, Ing. P.
Gilles Perron, B.A.A., M.Sc.

...constructeurs au
Saguenay depuis quatre
générations.

CHICOUTIMI — TÉL.: 543-0715

Comptes rendus

José E. Igartua, *Arvida au Saguenay; Naissance d'une ville industrielle*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1996, 275 p.

Au milieu des années 1920, la compagnie Alcoa, devenue par la suite Alcan, décide d'installer une usine d'aluminium au Saguenay. Le choix de cette région est fortement influencé par la proximité d'un potentiel hydroélectrique extrêmement intéressant pour cette entreprise dont la production est particulièrement énergivore. En plus de son usine, la compagnie décide d'ériger une ville à proximité afin d'y loger une bonne partie de son personnel.

La nouvelle usine et la ville qui y est annexée changeront, on s'en doute, la vie de plusieurs personnes, tout comme elles modifieront les caractéristiques économiques régionales. Mais concrètement, comment cela se déroule-t-il? Comment peut-on percevoir les changements qui s'opèrent dans la population régionale et dont les bases pourraient se retrouver parmi la population arvidienne? C'est en partie le but du volume d'Igartua de déceler ces différentes composantes.

Dans un ouvrage formé de 8 chapitres, l'auteur nous amène à comprendre la naissance de la ville industrielle qu'est Arvida. À travers des données tant qualitatives que quantitatives, Igartua nous conduit, par le biais de diverses problématiques propres à une ville de compagnie telle Arvida, à comprendre son intégration à la société saguenéenne.

Dans un premier temps, l'auteur traite des caractéristiques propres au Saguenay—Lac-Saint-Jean et des différents événements qui conduisent l'Alcoa à vouloir y implanter une aluminerie. Il survole également les étapes de construction tant du complexe industriel lui-même que de la ville.

Viennent ensuite les chapitres consacrés à la main-d'œuvre. Pour ce faire, l'auteur a choisi d'étudier en profondeur le personnel qui travaille à l'Alcan pendant la période d'avant-guerre, c'est-à-dire de 1925 à 1939. Appuyés par une analyse quantitative parfois impressionnante, ces chapitres nous décrivent différentes facettes des ouvriers de l'Alcan, de la population d'Arvida, et des familles des travailleurs. Au cours de ces chapitres, différentes thématiques sont abordées telles que, pour ne nommer que celles-là, les relations qui existent entre les salaires, la durée de l'emploi, l'origine ethnique et sociale, le travail effectué, la religion et l'état civil.

Finalement, Igartua conclut son ouvrage avec deux chapitres sur les relations entre patrons et ouvriers. Alors

que le premier traite du syndicalisme et de son arrivée à l'Alcan, le deuxième dresse un bilan d'un épisode sombre de l'histoire de la multinationale: la grève de 1941.

Afin de mener à terme son projet, l'auteur a eu recours à une quantité de sources imposante. En effet, outre les diverses études qu'il a consultées, dont plusieurs sont très récentes, Igartua a fouillé à travers plusieurs centres d'archives. Il a également utilisé les fiches d'embauche et d'employés de l'Alcan. À partir de celles-ci, il a créé une banque de données qu'il utilise allègrement. De plus, dans le but de compléter sa documentation quantitative, il a eu accès à toute une série de données sur la population régionale compilées par l'Irep.

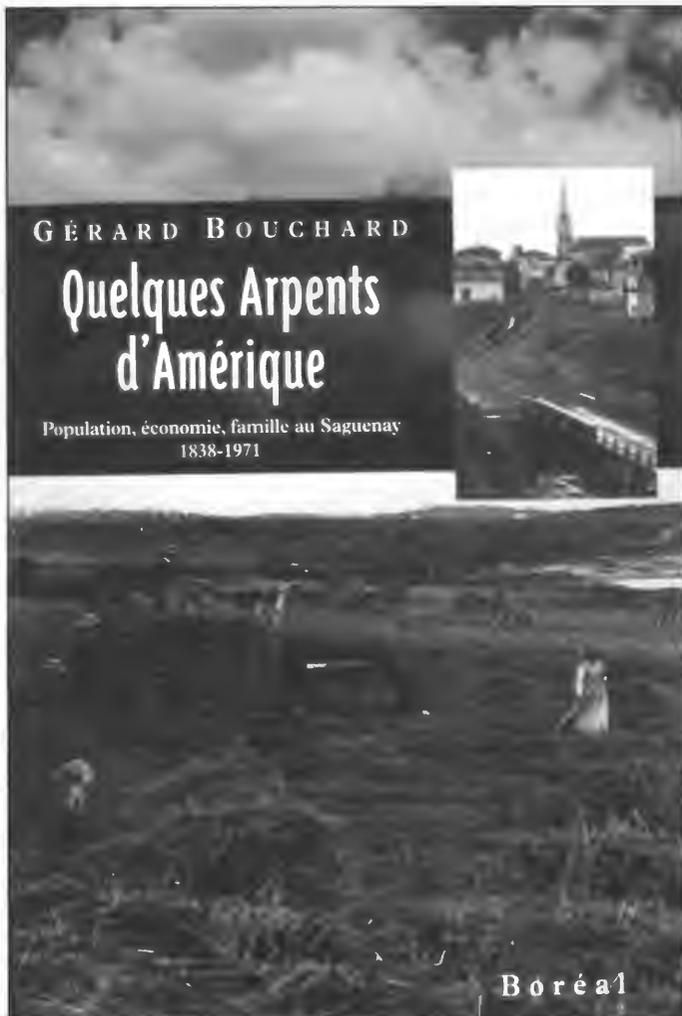
Dans son ensemble, l'ouvrage d'Igartua contribue de façon majeure à la compréhension d'une facette de l'histoire régionale parfois remplie d'idées préconçues. Il apporte des éléments nouveaux sur la période qui voit arriver l'industrie lourde au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Bien que certains passages soient plus ardues à assimiler que d'autres, particulièrement lors de l'analyse quantitative, il n'en demeure pas moins que ce volume constitue une pièce incontournable pour quiconque s'intéresse à l'histoire de l'Alcan ou d'Arvida.

Jean-François Hébert

Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, 635 p.

La réputation de Gérard Bouchard n'est plus à faire. En 25 ans, il est devenu un chercheur et un historien de classe internationale. Il suffit de consulter la liste des articles qu'il a produits, seul ou conjointement, au cours des ans pour s'en assurer. Il a aussi été collaborateur de la rédaction d'une dizaine de volumes, dont le plus connu dans la région est sûrement *Les Saguenayens. Introduction à l'histoire des populations du Saguenay (XVIe et XXe siècle)*. Il est aussi le fondateur de l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (auparavant SOREP), organisme, comme son nom l'indique, qui effectue depuis 25 ans des recherches sur la population du Saguenay—Lac-Saint-Jean. C'est justement en partie avec l'analyse de la base de données qu'il a développée pendant les dernières années, le fichier Balsac, que monsieur Bouchard nous livre aujourd'hui son dernier volume.

Dans *Quelques arpents d'Amérique*, volume de plus de 630 pages, l'auteur livre un éclairage nouveau sur l'histoire sociale au plan de l'agriculture, de la colonisation et de la



société rurale. Le contenu comme tel, très dense, est divisé en quatre parties et un total de 19 chapitres. La première partie sert surtout à mettre en place la région au plan géographique et humain et à présenter les diverses thématiques reliées à la ruralité qui seront ensuite analysées dans les autres chapitres. C'est à notre avis la partie la plus intéressante, tout au moins celle qui est la plus concrète et utile pour le commun des mortels, notamment les chapitres sur la co-intégration et sur le démarrage de l'industrie laitière dans la région.

Dans une deuxième partie, l'auteur traite de la reproduction familiale et ses différents paramètres, après avoir présenté une définition des principaux concepts utilisés pour cette analyse. Contrairement à une tendance qui s'est maintenue jusqu'au milieu des années 1960 chez les historiens québécois, Bouchard présente cette thématique non pas avec une analyse basée sur le nationalisme et le catholicisme, mais plutôt grâce à l'histoire sociale, qui ouvre davantage une analyse de la région en relation avec le monde qui l'entoure. La transmission familiale, l'établissement des enfants, l'évolution du travail de la terre sont autant de thématiques analysées.

Avec la partie trois, Bouchard présente, avec des analyses comparatives, la région en relation avec la France, les autres régions périphériques du Québec, du Canada et

des États-Unis, et ce afin de comprendre si le développement de la région a été ou différent ou semblable à ces autres régions. Il est évident qu'on y retrouve beaucoup de points en commun mais aussi des spécificités propres à la région, car elle s'est ouverte fort tardivement.

Enfin, le changement social est la trame du quatrième chapitre. Bouchard traite surtout du système de reproduction familiale et ses transformations au fil des ans. C'est dans cette partie que le fichier Balsac, fondé en 1972, donne vraiment sa mesure. Il permet de découvrir que la saturation de l'espace agraire, qui sera somme toute atteinte assez rapidement, causera des modifications au mode de transmission de la terre aux descendants.

Il est certain que *Quelques arpents d'Amérique*, publié par Boréal, risque de devenir un classique du genre non seulement dans la région mais aussi dans tous les pays où on effectue ce type de recherche. Il met vraiment à jour les dernières méthodes d'analyse de la ruralité, et surtout nous aide à remettre en cause et critiquer les analyses plus anciennes sur l'agriculture, la colonisation et ses acteurs. Cependant, pour le lecteur moyen ou l'historien débutant, sa lecture risque d'être difficile, voire un peu pénible. Monsieur Bouchard n'écrit pas pour le grand public et il faut lire le volume deux ou trois fois pour bien en saisir toute la substance. Cependant, la richesse des notes de fin de chapitres, son index très pratique et surtout son impressionnante bibliographie de presque 75 pages compensent un peu.

Dany Côté



En Bref...

Subvention du Gouvernement fédéral

La Société historique du Saguenay a obtenu une subvention dans le cadre du programme *Partenariats à la création d'emploi* en vue de nous supporter dans la réorganisation et le développement de nos activités. D'une durée initiale de vingt-six semaines, ce projet permettra à notre organisme d'actualiser notre rôle en matière de diffusion de l'histoire régionale. Ce projet a permis l'embauche d'un historien de formation, soit Jean-François Hébert.

Mérite scientifique régional

Le 23 octobre dernier, le Mérite scientifique régional célébrait son quinzième anniversaire. À cette occasion, on a remis aux différents récipiendaires une épinglette spécialement frappée à l'effigie de l'oiseau sauvage, et qui sera remise dorénavant à tous les nouveaux récipiendaires. La Société historique du Saguenay avait reçu un Mérite en 1985 pour sa contribution dans la diffusion de l'histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Au cours des célébrations, M. Paul-Eugène Lemieux lançait son ouvrage intitulé *La science; Réflexions de la septantaine*, consistant en une série de réflexions sur la science et la vie du scientifique.

Nouveau bénévole

Depuis cet automne, un retraité qui s'est illustré dans le milieu de la reliure professionnelle, soit M. Léon Gamache, apporte une collaboration bénévole à la Société historique du Saguenay. L'essentiel de son travail consiste à restructurer les différentes collections qui constituent la bibliothèque de la Société. Cet exercice s'imposait et permettra de rationaliser ce qui mérite d'être conservé. Nous

nous réjouissons de cette généreuse contribution.

L'abbé Gérard Bouchard publie un nouveau volume

Depuis quelques mois déjà, vous pouvez vous procurer l'ouvrage de l'abbé Gérard Bouchard intitulé *Défricheur de terres neuves*. Dans ce volume autobiographique, le 50^e de la collection «Les publications de la Société historique du Saguenay», l'auteur nous trace un bilan des points forts de sa carrière. En ce sens, nous l'accompagnons dans son oeuvre pastorale qu'il effectue auprès de nombreux organismes et événements majeurs dont, entre autres, la Chaîne coopérative du Saguenay, l'Expo 67 et les Jeux olympiques de Montréal. Si cet ouvrage vous intéresse, vous pouvez vous le procurer, au coût de 25\$ plus les frais d'envoi, à l'adresse suivante:

Société historique du Saguenay
930 Jacques-Cartier Est
C. P. 456
Chicoutimi, Qc
G7H 5C8
(418) 549-2805

Roland Bélanger

Gérard Bouchard, ptre



Société historique du Saguenay
No 50
Chicoutimi
1997

GRAVEL ET LEVESQUE INC.
ASSURANCES GÉNÉRALES

Pierre Levesque
C/D'A ASS

2106, Ste-Famille C.P. 2367, Jonquière Québec, G7X 7X8 Tél.: (418) 547-6648	2939, Mgr-Dufour Ville de La Baie Québec, G7D 1E7 Tél.: (418) 544-9371
--	---

La chute de la rivière des Aulnais

par

Dany Côté

On peut affirmer sans se tromper que l'histoire de la chute de la rivière des Aulnais est répartie sur plusieurs siècles. Dès la préhistoire, elle constituait une étape de la route traditionnelle utilisée par les Amérindiens pour passer de la rivière Saguenay au lac Saint-Jean, via le lac Kénogami et la Belle-Rivière. Même après l'arrivée des Européens sur le territoire régional, cette chute a continué d'être fréquentée par les voyageurs de passage, autant Amérindiens à la quête de fourrures que les explorateurs. Parmi ceux-ci, citons Jean de Quen, le père Crespieul et Joseph Normandin. Malheureusement, les traces archéologiques de ces passages sont inexistantes aujourd'hui, car l'endroit a été très modifié au cours des années par les activités industrielles et résidentielles.

C'est surtout à partir du moment où le gouvernement permettra la colonisation au Saguenay—Lac-Saint-Jean que le site de la chute de la rivière des Aulnais deviendra important. Lorsque le curé Nicolas de Tolentin Hébert, chef de file de l'Association des comtés de l'Islet et de Kamouraska, découvrira le potentiel hydraulique de cette chute à la suite de ses premières explorations en 1848 et 1849, il décide dès lors que la chute deviendra l'endroit où seront construits deux bâtiments vitaux pour une nouvelle communauté agricole: une scierie et une meunerie. «Il y a deux places de moulin toutes préparées par la nature. On peut y construire deux moulins sans avoir besoin de faire les frais de chaussée et de dalles».

Construits simultanément en 1851 par Félix Langlais, les deux moulins connaîtront des destinées à la fois différentes et parallèles. La meunerie fonctionnera jusque dans les années 1970 pour être ensuite démolie. Le moulin à scie pour sa part sera la proie des flammes en 1940. Il sera aussitôt reconstruit par son propriétaire. Malheureusement, au début des années 1990, il cesse ses activités, est jugé irrécupérable et démolie en 1995.

Mentionnons également qu'on retrouvera autour de la chute, qui deviendra peu à peu le coeur du village d'Hébertville, la première chapelle d'Hébertville (1852), la première résidence du Lac-Saint-Jean (1851), la première fromagerie (1882) ainsi qu'une seconde scierie qui ne fonctionnera que quelques années, autour de la décennie 1880.

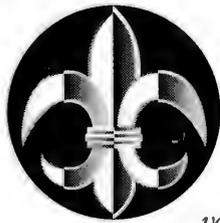
Suite à la démolition des deux bâtiments historiques, la municipalité d'Hébertville mettra des efforts et de l'argent afin de faire du site de la chute un magnifique parc qui devrait être complété en 1999, année du 150^e anniversaire d'Hébertville. Déjà en 1997, des travaux ont été fait afin de nettoyer et de consolider le site, en plus de faire la pose de gazon. On a aussi conservé, de l'ancienne scierie, la machine à vapeur, qui trône maintenant en plein centre du nouveau parc.



Source: Russel Bouchard, Le Pays du Lac-Saint-Jean; Esquisse historique de la colonisation, 2^e édition, Chicoutimi-Nord, L'auteur, 1988, encart entre les pages 80 et 81.



1
H
I
S
T
O
I
R
E



*"Du haut de ses pignons,
on admire la beauté des
rivières, responsables de la
venue d'Alcan au Saguenay—*

*Lac-Saint-Jean. Ses murs parlent. Ils
racontent des souvenirs d'amitié entre
des travailleurs éloignés de leur
patelin, des visiteurs de la noblesse et
du labeur des hommes qui ont
travaillé d'arrache-pied à lui donner
une âme..."**

Le Manoir du Saguenay demeure là,
présent, comme un symbole des
aspirations d'une entreprise qui
partage son histoire avec celle d'une
région.

* Extrait de la brochure "Le Manoir du Saguenay".
On peut se procurer ce document ainsi que les
trois tomes de "Mission mondiale, histoire d'Alcan",
de Duncan C. Campbell, en communiquant avec la
Direction des affaires publiques d'Alcan au Saguenay—
Lac-Saint-Jean, (418) 699-3666.



NOVEMBRE
25